

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1978 - N°746

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Contre la terreur fasciste **SOUTIEN AU PEUPLE IRANIEN !**



La chasse aux opposants se poursuit ; des centaines d'arrestations ; l'armée quadrille le pays.

Lire en page 12 l'interview d'un représentant
de l'Union des étudiants iraniens en France
(UEIF - CISNU)

**Le collectif des Etudiants
Anti-Impérialistes Iranien
(UEIF Cisnu, UEIF...)
appelle à manifester à Paris, mardi
à 18 h 30 :**

Rendez-vous à l'entrée du Bd Voltaire,
Place de la République

**Le PCR ml soutient cette mani-
festation et appelle à y participer
massivement.**

Le Puy-en- Velay : riposte ouvrière à l'agression des CRS

Lundi, le ministre Barrot, a fait donner cinq cars de CRS contre les ouvriers d'Elastel qui lui demandaient des explications sur leurs licenciements. Les CRS déchaînés ont laissé sur place une douzaine de blessés, dont 3 assez grièvement. Une manifestation était prévue pour mardi soir, au cas où les 3 manifestants arrêtés ne seraient pas relâchés, et une autre mercredi, pour riposter à cette agression policière.

Lire page 7

SPLI : les ouvrières demandent des comptes à l'UD - CGT



Lundi en soirée, une quarantaine d'ouvrières de la SPLI-Rennes, retenaient dans son bureau un responsable de l'UD-CGT. Elles exigeaient la levée des menaces d'exclusion de leur section CGT, qui vient après d'autres tentatives de l'UD contre leur lutte. Entre autres, un deuxième vote, par correspondance, pour une reprise très partielle. La section CGT appelle à refuser ce vote truqué. Une manifestation est prévue, le 18 septembre à Rennes, pour populariser cette lutte, qui dure depuis 3 mois.

Lire page 7

NICARAGUA

LE DICTATEUR BIENTOT RENVERSE

Le dictateur Somoza au pouvoir depuis quarante trois ans est sur le point de donner sa démission. La situation de son armée est en effet catastrophique. La radio lance régulièrement des appels pour qu'elle ne suive pas les incitations à se rallier au peuple lancées par les insurgés. La guérilla est sur le point de contrôler plusieurs villes importantes. Les États-Unis soutiendraient une «solution» de rechange à

Somoza en la personne de son cousin Luis Palais Debayle. Celui-ci s'était rendu la semaine dernière à Washington pour obtenir l'aval de l'administration américaine.

Cette ruse est d'ores et déjà refusée par le Front Sandiniste qui ne veut pas de «ce vil représentant de la dynastie» qui ne pourrait que mettre en œuvre un «somozisme sans Somoza».

UNE MAXI MAREE NOIRE A ANTIFER



Le déchargement d'un pétrolier

Ils sont quatre à la cabine de contrôle, située à droite de la deuxième cuve (en partant de la gauche sur notre photo). Quatre aussi sur l'appontement. En une journée, plusieurs centaines de milliers de tonnes de brut : du «crude», du «Koweït», de l'«Aramco» (différentes sortes de pétrole)... sont déchargés sous leur contrôle. Ils travaillent en 2 x 12 pendant trois jours alternativement à Antifer et au Havre. Dans la cabine de contrôle située sur le quai, un immense pupitre lumineux groupe toutes les commandes. Une note de service indique qu'un dispositif de sécurité automatique est actuellement en panne, et qu'il devrait donc être actionné manuellement. Douze heures sur un pupitre, passées à organiser et à assurer le déchargement puis le transport par oléoduc vers le Havre, c'est long : «En général, ça se passe bien», explique

un pompiste, nous donnons les ordres au pétrolier, une fois que la capitainerie l'a autorisé à décharger, et ce sont les pompes situées à leur bord qui refoulent le pétrole. En début et en fin de déchargement, le débit est réduit, de l'ordre de 6 000 mètres cube par heure. Au cours de l'opération, il peut atteindre 28 000 mètres cube par heure. Il y a deux moments délicats : le branchement, et le débranchement. Mais en fait, le danger principal vient des fausses manœuvres qui peuvent être faites à bord.

28 000 mètres cube par heure. Cela veut dire qu'un incident qui ne durerait que cinq minutes provoquerait un largage de 2 300 tonnes de pétrole.

Par Eric BREHAT

● La catastrophe de l'Amoco Cadiz, dont les effets se feront sentir encore plusieurs années, peut se reproduire. L'inefficacité scandaleuse du plan Polmar, les sordides tractations qui avaient entouré l'échouage du super-tanker, tout cela n'a pas changé. La «mini-marée noire» survenue à la fin du mois d'août au terminal pétrolier d'Antifer, près du Havre, en a fourni une démonstration : erreur de manœuvre, barrages dérisoires, plan Polmar déclenché avec près d'une journée de retard, usage massif de dangereux détergents...

Une «maxi marée noire à Antifer»? Cela pourrait bien se produire dans un avenir proche, si les mesures de sécurité restent ce qu'elles sont.

22 août, 21 h 15. Il fait presque nuit sur l'immense port en mer d'Antifer. Sur l'appontement situé perpendiculairement à la jetée, les ouvriers pompistes chargés de la sécurité sont un peu tendus : le supertanker *Nordic Clansman* est en train de décharger le pétrole de ses soutes. C'est du «crude», un brut très volatil, facilement inflammable et toxique. A 15 h 44, un incident à bord a déjà perturbé l'opération. C'est le moment de vidanger une nouvelle cuve. Les grands «bras» situés sur l'appontement viennent d'être branchés. A la cabine de contrôle, on surveille le débit de l'oléoduc qui passe sous la jetée. Sur le pupitre la ligne téléphonique qui relie le contrôle au pétrolier sonne : à bord on annonce que la vidange de la nouvelle cuve commence, à débit réduit, selon les instructions du chef pompiste. Curieusement, les indicateurs de débit restent immobiles. Où passe donc le pétrole ?

Sur le *Nordic Clansman*, c'est la surprise totale : d'une cuve encore pleine, et qui ne devait être vidée que plus tard, le pétrole dégorge à flots. La mer prend une teinte irisée autour du pétrolier. L'odeur est pestilentielle. Immédiatement, toutes les vannes à bord sont bloquées. Le débordement s'arrête. Il n'aura duré en tout que quelques dizaines de secondes. Et pourtant, plus de cent tonnes de brut commencent à dériver vers la sortie du port. Pour les pompistes, il n'y a plus qu'à attendre que tout se remette en ordre. Ce n'est qu'un «incident», et ne peut pas interrompre longtemps le déchargement d'un navire dont l'armateur et les affréteurs ne tolèrent pas le moindre retard.

La mer est parfaitement calme, le matériel destiné à intervenir en cas de pollution par hydrocarbure est là, le remorqueur de service est à quai. La «mini-marée noire», comme on l'a qualifiée plus tard devrait être rapidement circonscrite, puisque les conditions d'intervention sont quasi-idéales. Effectivement, les barrages stockés dans des barges, près de la capitainerie sont mis en place. Mais ils n'ont à peu près aucun effet : le

pétrole dérive et sort du port. Tout autour d'Antifer, du Havre à Etretat, les touristes sont nombreux. Une pollution largement visible sur les plages aurait un fort mauvais effet survenant après la catastrophe de Portsail. Et malgré les multiples interventions du groupe écologiste «Poséïdon», on a toujours affirmé officiellement qu'une marée noire à Antifer était impossible. Alors, quelque part entre Antifer et Le Havre, peut-être même à Paris, on décide d'employer les gros moyens : le remorqueur *Abeille N° 10* basé à Antifer reçoit l'ordre d'appareiller vers minuit : on y embarque des futs de détergent BP 1 100. Le pétrole doit être dissous, tant pis pour la flore et la faune sous-marine... Selon les marins du remorqueur, le produit employé devait être particulièrement puissant, puisque plusieurs d'entre eux furent incommodés lors de son largage.

Et ce n'est que le lendemain 13 h que le plan Polmar était déclenché par les autorités préfectorales du Havre. Seize heures après le débordement... En mars 76, un pétrolier battant pavillon panaméen, l'*Andros Antares*, s'échouait contre la digue : le temps était mauvais, et le pétrolier, vide, offrait une importante prise au vent. La capitainerie avait demandé au commandant de ballaster, c'est-à-dire de remplir ses soutes d'eau de mer pour enfoncer le navire, mais ce dernier avait refusé. Sous la pression du vent, les amarres avaient cédé. Un employé du port, aujourd'hui au Havre, se souvient de l'affaire : «Il a fallu attendre la marée et une accalmie pour pouvoir dégager l'*Andros*. Mais si le temps ne s'était pas arrangé, s'il avait eu une cuve pleine, tout le pétrole partait à la mer. On n'aurait pas pu le récupérer». L'incident du *Nordic Clansman* le confirme : un accident d'ampleur à Antifer, qu'on ne peut pas exclure, provoquerait à coup sûr une importante marée noire sur la côte normande. Les moyens de récupération actuels, inopérants pour cent tonnes par beau temps, seraient inexistantes pour plusieurs dizaines de milliers de tonnes.

Les pêcheurs d'Etretat

«Pas de barrage, pas de pétrole»

Sur la plage de galets d'Etretat, l'équipage d'un petit bateau de pêche cotière débarque le poisson. Les touristes regardent, n'osant pas trop s'approcher. Quelques gosses, qui ne doivent pas souvent voir de poisson frais, essayent de toucher la peau rugueuse d'une roussette, petit requin qui vit sur les fonds sableux des côtes bretonnes et normandes. Alex, le patron-pêcheur n'est pas très satisfait : la roussette, ça ne vaut pas grand chose, et si quelques lieux jaunes, poisson «knoblex», se sont pris dans les filets, ça n'est quand même pas le Pérou. «On a

été très inquiet quand ils ont construit l'appontement d'Antifer. Le mazout, ça ne fait bon ménage ni avec les poissons, ni avec les touristes. L'administration nous a affirmé que toutes les précautions étaient prises, et plutôt deux fois qu'une, que le danger de pollution par le pétrole était plutôt à chercher du côté des cargos qui dégagent en mer. Ça, ce n'est pas l'administration qui nous l'apprenait, d'autant plus que des commandants condamnés pour dégazage, il n'y en a pas beaucoup eu. Le port a finalement

été construit, et on ne peut pas dire que ça a changé grand chose pour nos prises. Il y a des poissons qui disparaissent, d'autres qui réapparaissent, comme le lieu, mais la mer est à peu près propre. Ça n'a rien à voir avec la Baie de Seine par exemple. Cependant, on est toujours inquiet. Parce qu'il suffit d'une fois, pour que toute la côte soit fichue, comme en Bretagne. Et par ici, on sait bien qu'ils ne pourront rien faire en cas de gros pépin. La preuve mercredi dernier : ça s'est passé comme à l'exercice, et ils n'ont pas pu empêcher le pétrole de partir en mer. Il y a une solution bien simple, que nous exigeons depuis longtemps : dès qu'un pétrolier entre dans le port, des barrages doivent être prêts. Et pas ces trucs qui laissent tout passer dès qu'il y a une ride sur l'eau. Ça doit bien être possible d'en fabriquer des bons, pour un port où il n'y a pas de grosse houle ! Le pétrolier va s'amarrer à l'appontement, et il ne décharge son pétrole que s'il est entouré par un barrage. Pas de barrage, pas de pétrole, voilà ce qu'il faudrait.

Cette revendication des pêcheurs, popularisée également par les écologistes du Havre, est considérée comme utopique, aussi bien par l'administration maritime, par la direction du port autonome du Havre et les armateurs. Se retranchant derrière des considérations techniques, un responsable du port nous déclarait : «Les barrages sont inefficaces, et il est plus facile de traiter le pétrole en mer que dans le port. Et puis un accident grave est à peu près impossible. Vous devez comprendre qu'il n'est pas possible d'imposer des manœuvres supplémentaires pour un risque qui n'existe pas à des pétroliers dont le coût de fonctionnement est énorme, et qui sont à la limite du déficit !»

Tout le monde n'a pas l'intention de «comprendre» ce raisonnement, sur la côte normande.



Les manœuvres de Dordogne sont terminées

L'ETAT-MAJOR SELECTIONNE LES RESERVISTES

● Les manœuvres en terrain découvert qui se déroulaient autour de Sarlat, en Dordogne (voir QdP du 5 septembre), sont maintenant terminées. Leur déroulement, et les précisions données après coup par les autorités militaires, fournissent quelques réponses aux questions que l'on pouvait se poser.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, la manœuvre Sarigue a nécessité le rappel sous les drapeaux, pour une semaine, de quelque 3 500 réservistes. Il s'agissait d'expérimenter le nouveau principe de la «dérivation»: en cas de guerre, chaque division d'active peut donner naissance en quelques jours à une division homologue, composée de réservistes et encadrée par des officiers formés tout exprès pour cela. L'exercice Sarigue a pu fournir quelques précisions sur le type de réservistes auxquels l'armée se réserve de pouvoir faire appel.

DES RESERVISTES CHOISIS

Pour les hommes du rang comme pour les cadres, l'armée de terre fait d'abord un choix parmi tous ceux qui sont légalement mobilisables. Sans que des précisions n'aient été fournies, on peut imaginer que les critères politiques («bon» ou «mauvais esprit») ont au moins autant de poids que les critères purement militaires dans cette première sélection. Une deuxième sélection s'opère ensuite: pour l'exercice Sarigue, l'armée a convoqué 20 % de réservistes en supplément. De la sorte, la division ainsi constituée a pu être à peu près au complet malgré



Bourges (ministre de la Défense), Henu (PS) et le général Quatrebarbe assistaient aux manœuvres de Dordogne.

le refus d'un grand nombre de rappelés de venir participer aux manœuvres. Ceux qui étaient là, «de voulaient bien», selon les termes du ministre de la Défense Bourges.

Appliqué à l'ensemble du territoire, ce type de sélections aboutit à ce que 2 % seulement de la population active ne soit effectivement mobilisable. Ce taux de mobilisation potentielle était avant guerre de 25 %. On risque d'aboutir ainsi à un corps de réservistes permanents, quasiment volontaires, et soumis aux petits soins des autorités militaires.

L'ENNEMI INTERIEUR

Le thème de la manœuvre de la semaine dernière justifie le soin avec lequel les réservistes ont été choisis. Après une série d'incidents de frontières, l'ennemi (il ne s'agit plus des «rouges», mais des «jaunes») attaque en parachutant trois compagnies sur notre territoire. En Dordo-

gne. La tâche de la division de réservistes était de «trouver l'ennemi, de le cerner, de le détruire». Voilà pour l'explication globale. En privé, les officiers généraux ont été plus prolixes: pour expliquer ce renforcement de l'armée conventionnelle, l'un d'eux expliquait: «Prenez un groupe ennemi qui s'empare de trois ou quatre bâtiments de première importance, il peut bloquer la machine d'Etat. On ne peut pas lancer la bombe pour autant».

L'action d'un commando s'emparant de bâtiments importants... On est plus prêt de la lutte contre l'ennemi de l'intérieur que contre l'envahisseur.

Partant de ces considérations, l'état-major s'estime satisfait de l'exercice Sarigue. Certes, les frais ont été importants (320 millions anciens), mais ils sont très en deca du budget affecté aux réserves de l'armée de terre, 3 milliards et demi pour 1978. Deux manœuvres du même type sont donc envisagées pour

l'an prochain: l'une dans la troisième région militaire (Rennes), l'autre dans la cinquième région (Lyon). Avec la même sélection des rappelés, et avec des thèmes similaires.

N. DUVALLOIS

MRG : les retombées

«L'action de l'opposition ne doit pas être une faveur octroyée par le pouvoir» a déclaré Schwartzberg à propos de la mission confiée par le gouvernement à Fabre. Selon le vice-président du MRG, Fabre «se trompe en toute bonne foi». La fédération du Val de Marne a à son tour condamné Fabre, mais en revanche, Bernard Robinet, membre du comité directeur du MRG et président de la fédération de Seine Maritime, l'approuve.

Chinaud fronde

«Il ne doit pas exister de commune en France où il y ait moins de trois membres du PR». C'est ce que Chinaud écrit dans *La lettre hebdomadaire des Républicains*. Le président du groupe PR à l'Assemblée nationale estime que son mouvement doit briller à l'Assemblée par le nombre de ses propositions de loi. «Il appartient à nos parlementaires tout à fait normalement, ajoute-t-il, d'aller en discuter et quelquefois, d'aller les imposer au gouvernement». Ce dernier peut dormir tranquille, «la menace» ne vient pas de ce côté là.

La Vie Ouvrière va ouvrir ses colonnes au débat

Dans le cadre de la préparation du 40^e Congrès confédéral, la direction de la CGT a décidé «d'ouvrir ses colonnes au débat». Voilà une intéressante innovation. Il semble que les remous consécutifs aux différentes péripéties de la campagne électorale aient largement favorisé cette ouverture. Un thème de débat revient avec insistance dans les discussions semble-t-il: une militante, membre de la commission exécutive des cadres CGT déclarait en effet samedi: «Bon nombre de militants en sont encore à se demander par quels mécanismes, les principaux responsables des unions locales et départementales appartiennent tous à un même courant politique». Tout le monde avait remarqué cela depuis longtemps. Le fait que cela soit porté en débat à l'intérieur même de la CGT est une excellente chose. Pour autant bien sûr qu'il ne s'agisse pas là des prétentions du PS de placer ses hommes à la tête de la CGT.

Mini remaniement ministériel

Lundi à 19 h 30, l'Elysée annonçait un léger remaniement ministériel qualifié de technique. Il s'agit d'un ministère à la condition féminine et un poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires Etrangères plus spécialement chargé des élections européennes.

La nomination de Pelletier à la condition féminine fait sourire sur la valse hésitation du gouvernement en ce domaine.

On se souvient en effet qu'avant le mois de mars, la condition féminine ne pouvait compter que sur

un simple secrétariat d'Etat et que depuis les élections, elle ne disposait plus que d'une simple «déléguée». On est toutefois encore bien loin des six femmes que Giscard avait promues au gouvernement à la veille de la campagne électorale. Promotion dont nous avions alors souligné l'aspect purement publicitaire.

Pelletier qui détient ce nouveau ministère est membre de la direction du PR et avait fait parler d'elle pour un rapport sur la drogue commandé par Giscard.

Pierre Bernard Raymond pour sa part s'occupera des élections européennes. Il est membre du CDS et a déjà appartenu au gouvernement. Enfin, Jean Paul Mourot remplace Pelletier auprès du Garde des Sceaux. Les deux derniers cités appartenaient au Groupe d'Action et de Proposition (GAP), association regroupant des députés de toutes les tendances de la droite et qui se piquent de faire des propositions constructives. De plus en plus, Giscard semble vouloir s'appuyer sur eux.

Instantanés

Orly-Sud, 26 août, minuit. Dernière étape à la sortie, les passagers doivent passer devant les guichets de la police. A chaque couloir menant à un guichet correspond un vol. En voilà un en provenance de Grèce. Les passagers sont pour la plupart des Français. L'agent de faction regarde à peine les papiers. Les touristes passent, faisant signe aux amis ou aux parents qui les attendent après les guichets. Sur la voie 47, le vol suivant est en provenance d'Alger. L'ambiance n'est plus la même: les visages souriants et satisfaits ont fait place aux regards inquiets: le policier trouvera-t-il les papiers à son goût? Faudra-t-il payer? Les amis sont-ils là? A qui demander conseil?

La queue se forme. Le premier à attendre est algérien. Le policier se penche pour voir la file derrière lui: «Y a-t-il des Français?» Quatre voyageurs lèvent leurs papiers. Ils sont invités à passer avant les autres. Le premier de la file ne comprend pas. «Pousse-toi, tu montreras ton carton après». Le contrôle commence. Un Algérien passe avec ses enfants. Les papiers sont scrutés. Ils sont en règle. Mais la réflexion claque, lâche et humiliante: «C'est beau, la France, hein! Ici, ils seront bien nourris...»

Un soir à Orly

Peu après, un homme d'âge mûr passe avec une jeune femme. Il montre son passeport et sa carte de séjour. En règle. Il attend sa belle-fille. Celle-ci ne parle pas le français. Aux questions du policier, elle ne peut répondre qu'en montrant son passeport, muni d'une autorisation de sortie du territoire algérien et son billet d'avion. Finalement, elle est emmenée au poste de police. Le beau-père tente d'intervenir, ainsi qu'un jeune Algérien. En Algérie, on n'aurait pas laissé la jeune femme aller seule dans le pos-

te. Le policier se tait brusquement: «Vous n'avez rien à foutre ici».

Toute la nuit, elle est restée au poste de police. Impossible de lui faire parvenir même un sandwich. Elle n'avait pas mangé depuis vingt-quatre heures, observant le jeûne du Ramadan. La Croix-Rouge de l'aéroport, contactée, intervient en vain. On conseille au beau-père d'aller à l'ambassade d'Algérie le lendemain. Une ambassade assiégée chaque jour par des centaines de travailleurs algériens, qui attendent souvent depuis des

mois... L'aéroport est à nouveau désert, il n'y a plus rien à faire.

L'homme se présentait pour la deuxième fois avec sa belle-fille, pour qu'elle puisse rejoindre son mari. La première fois, il avait été refoulé: les papiers de la jeune femme n'étaient pas en règle. Il l'avait accompagnée à Alger. Cette fois, tout était en règle, semble-t-il. A huit heures du matin, il repartait avec sa belle-fille, ne sachant même pas comment il pourrait payer son retour.

Lorsqu'il présenta les mesures d'arrêt de l'immigration familiale qui portent son nom, Lionel Staléry déclarait: «La France est le pays le moins raciste du monde».

Eric BRÉHAT

LUTTES OUVRIERES

Encore
des licenciements
dans la machine-outil

On savait que les affaires ne marchaient pas très bien dans la machine-outil. Les patrons de cette branche licencient à tour de bras. On ne compte plus les boîtes qui ferment dans ce secteur de la production. Certaines sont occupées par les travailleurs depuis des mois, voire des années ; comme Cazeneuve par exemple dans la banlieue Nord de Paris. Cette fois, c'est en province que la restructuration frappe : 43 des 200 salariés de l'usine Rapidex d'Angers vont être licenciés ; par ailleurs, les horaires de travail vont être ramenés de 42 h. à 40 dans un atelier.

Pont-à-Mousson
Rillieux :
les grévistes continuent

Les travailleurs en grève de l'usine Pont-à-Mousson de Rillieux ont décidé de poursuivre leur mouvement. Dans cette usine qui fabrique des compteurs d'eau, les salaires et les classifications sont d'un niveau plutôt bas ; de même, la sécurité de l'emploi est loin d'être assurée. C'est pour toutes ces raisons que la grève a été déclenchée et se poursuit depuis le 7 septembre.

Quand les patrons
de brasserie
restructurent...

Malgré un bilan satisfaisant des affaires depuis le début de l'année 78, la direction de SEB (Société européenne de brasseries) met en ce moment au point toute une série de mesures contre les travailleurs qu'elle emploie. Il n'y aura donc même pas le prétexte des affaires qui ne marchent pas pour porter des mauvais coups aux ouvriers des brasseries.

Les mesures envisagées touchent plusieurs entreprises : à la brasserie Dumesnil d'Yvry, c'est directement à 300 licenciements que la direction veut procéder. A Kronenbourg, en attendant la liquidation dans les années qui viennent de l'unité de Strasbourg, la direction de la SEB a décidé plusieurs mesures immédiates : 15 jours de chômage technique en novembre, non-renouvellement de certains contrats (saisonniers ou temporaires), compressions d'effectifs chez les employés.

Pendant ce temps, les patrons de brasserie semblent en passe d'acquiescer le contrôle de plusieurs brasseries en Belgique.

Voilà, on comprend mieux avec cette précision.

Des ouvrières-fileuses
à l'offensive

Exposition peu coutumière dans le centre de Dieppe en Seine Maritime samedi dernier. Les ouvrières de la filature d'Ouville-la-Rivière avaient installé un métier à tisser dans la rue. En même temps, elles procédaient à une vente sauvage de tissus. On comprend leur action quand on sait que la veille, près de la moitié d'entre elles avaient reçu leurs lettres de licenciement à la suite de la fermeture d'un atelier. Selon le processus maintenant classique : les affaires qui ne marchent pas très bien (soi-disant), le patron qui est obligé de fermer, ou de restructurer, et les travailleurs qui dans tous les cas, font les frais des opérations : licenciement, réductions d'horaires, chômage partiel... les ouvrières d'Ouville-la-Rivière en tous cas ne semblent pas décidées à se laisser faire.

Chômage partiel
à la Société Nationale
du roulement

Cela ne va pas fort non plus dans le roulement à billes. C'est du moins ce que prétend la direction de la société nationale du roulement qui vient d'annoncer des mesures de chômage partiel dans plusieurs usines. Ce sont en tout près de 4 000 travailleurs qui sont menacés par ces mesures dans les usines de Seynot, d'Annecy, et d'Argonay en Haute-Savoie.

POLITIQUE

17 mois après...

L'HUMANITÉ CHANGE
A NOUVEAU DE FORMULE

L'Humanité va changer. C'est en tout cas la décision qu'a prise la direction du PCF, il y a déjà quelque temps de cela, mais qui devrait rentrer en pratique dès les premiers jours d'octobre. Officiellement, le changement est aujourd'hui rendu possible par la modernisation du système de fabrication du quotidien du PCF.

Actuellement, L'Humanité tire encore selon le vieux procédé de la typographie, avec des rotatives qui datent de 1933. C'est un procédé particulièrement coûteux, et qui manque de souplesse. La direction du PCF a donc décidé de faire son journal selon une technique plus courante maintenant, celle de la photo-composition et de l'impression offset. Pour cela, il fallait d'abord acheter le matériel, et surtout régler de délicats problèmes de personnel. En effet, dans les grandes entreprises de presse, la modernisation s'accompagne régulièrement d'une compression de personnel. Pour son image de marque, L'Humanité ne pouvait évidemment pas pratiquer de la même manière. Il a donc fallu négocier avec le syndicat du Livre, pour aboutir à un accord signé le 6 septembre dernier, accord qui ne prévoit en principe aucun licenciement. Dès l'automne, L'Humanité passera donc en offset. Cette moderni-

sation, liée aux difficultés de vente, liées à la crise du PCF - L'Humanité et son sectarisme sont une des cibles des contestataires - permet d'envisager un changement de formule. Deux directions sont actuellement envisagées, sans qu'un projet définitif n'ait encore été adopté : d'abord, une modification de la une. Les maquettistes se sont mis au travail, et les premières propositions réservent quelques surprises : certains ont proposé un changement de format, d'autres la suppression de la faucille et du marteau, d'autres encore un «cartouche» (en-tête du journal) proche de celui du *Matin*. Pourtant, la direction vers laquelle semble s'orienter L'Humanité est celle d'une «une» avec une très grande photo, et le traditionnel éditorial non plus en hauteur, mais en largeur sur tout le bas de la page.

La deuxième direction envisagée est celle de la «régionalisation» : entendez par là la présence de

pages régionales quotidiennes, rendues possibles par le fac-similé. C'est d'ailleurs plus une solution imposée par les circonstances qu'autre chose : la disparition du *Point du Jour* à Lyon, les difficultés de la *Marseillaise*, font que le PCF trouverait intérêt à s'orienter vers des pages régionales plutôt que d'entretenir des journaux locaux qui ne se vendent pas.

Comme on le voit, tout cela est bien technique.

Comme si la direction du PCF expliquait les difficultés de son journal par des problèmes de présentation, et non par son contenu. C'est pourtant de cela qu'il s'agit. Le «changement de formule» de l'an dernier, qui ne s'est guère traduit que par l'apparition des dessins de Wolinski à la une, en avait administré une preuve. Pas plus que l'habit ne fait le moine, la présentation ne fait le journal de masse que prétend être L'Huma.

Pas de contestataires
au PCF ?

Il n'y a pas de contestataires au PCF déclarait Marchais samedi dernier en direct sur TF 1. Une fois encore il a perdu une bonne occasion de se taire. En effet l'«Appel d'Aix» réunit aujourd'hui 1 500 signatures. Parmi les dernières, on relève notamment les noms de personnalités qui sont ou qui ont été en vue dans le PCF. Citons Paulette Charbonnel, ancien député de l'Aisne, des cinéastes dont Catherine Zins, Bernard Paul, Bernard Eizenchitz, Daniel Wuhrmann, Laurent Heyneman réalisateur du film «La Question» ; on compte aussi des écrivains : Hélène Parmelin et Pierre Barberis ; des universitaires : Yves Benot, Coquery-Videritch, Paul Meier collaborateur des Editions sociales et membre du comité de rédaction de la Pensée ; l'historien Albert Soboul, etc.

Les militants du PCF qui sont à l'origine de «cet appel» envisageraient même de publier un livre regroupant des témoignages de signataires sur leur parti.

Un ouvrier immigré
séquestré par la police

Un avocat de Grenoble, M^e Prud'homme vient de porter plainte contre X pour «arrestation illégale et séquestration arbitraire» avec constitution de partie civile. Cette plainte fait suite à la détention par la police d'un ouvrier immigré d'origine algérienne, pendant cinq jours à partir du 20 juin dernier.

Son arrestation par les gendarmes s'était faite dès sa sortie de prison où il purgeait une peine de deux mois, parce que ses papiers n'étaient, dit-on, pas en règle.

La police grenobloise imagine-t-elle pouvoir se comporter comme celle de Marseille (autre ville à conseil municipal PS) et séquestrer impunément les travailleurs immigrés ?

«La gauche repart» !

A propos de la réélection du socialiste Wilquin dans le Pas-de-Calais, Beregovoy, ex-chef de la délégation socialiste aux séances de réactualisation du Programme commun a déclaré : «L'esprit unitaire sera le plus fort». Afin d'illustrer son propos, il a ajouté : «(...) Dans le Pas-de-Calais, les communistes avaient décidé d'attaquer les socialistes ; les électeurs du PCF ont désavoué leurs dirigeants et le PS a démontré qu'il était bien le meilleur recours contre la droite». Schwartzberg, très prolixes ces derniers temps, a estimé qu'il fallait voir dans le résultat de cette élection, le signe que «la gauche repart» grâce aux socialistes et aux radicaux.

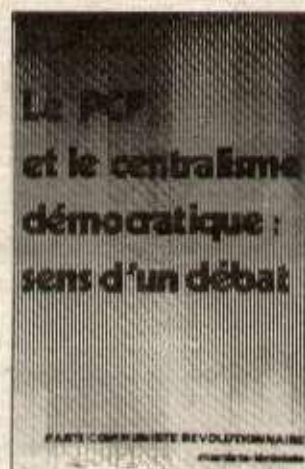
Démission
dans le Conseil
de Cherbourg

On apprend une deuxième démission dans le Conseil municipal socialiste de Cherbourg. La dernière est motivée par des raisons politiques. Hélié était chargé de l'action économique et de l'emploi ainsi que du port et du tourisme.

Polémique
sur le déménagement
de l'université Paris VIII

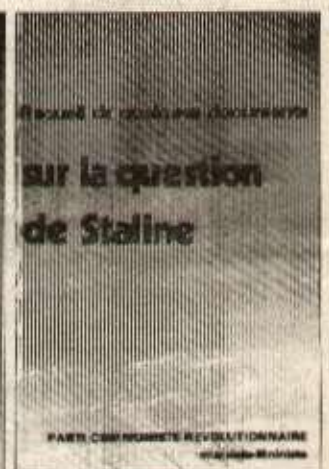
La vive polémique qui oppose le conseil municipal PCF de St Denis (Seine St Denis) à Saunier Seité, Secrétaire d'Etat aux universités se poursuit. Celle-ci veut transférer l'université de Vincennes (Paris VIII) à St Denis. La CGT a pris position à son tour contre le projet alors que Chirac s'est déclaré favorable à ce déménagement.

Une réunion regroupant des universitaires de Paris VIII et de Paris XIII, des «élus» du Val de Marne, de Seine St Denis et de Paris et le ministère des Universités est prévue pour mercredi.



Prix : 5 F + port

Vous pouvez passer commande de ces brochures en écrivant au Quotidien du Peuple. B.P. 225 - 75 924 Paris Cedex 19.



Prix : 10 F + port

Peugeot : un modèle répressif

EN 68, PEUGEOT A EU TROP PEUR

Par Frédéric CORDIER

«Le modèle». Depuis l'opération de rachat de Chrysler Europe, les porte-parole et autres haut-parleurs du gouvernement n'arrêtent pas de vanter l'exemple du groupe Peugeot. Efficacité, audace, gestion saine, rien ne manque au palmarès. Nous avons vu dans *Le Quotidien du Peuple* des 6 et 7 septembre comment cet accord marque les limites de l'industrie automobile française vis-à-vis de ses concurrents américains et japonais.

Mais, à côté de ces «vertus» qui séduisent tant les économistes au pouvoir, Peugeot en possède aussi sur un autre plan, plus discret celui-là : le dispositif répressif en place dans ses usines — et qui a déjà alimenté la «réflexion» du RPR — pourrait bien, par l'alliance avec Simca, peser lourd dans la période de luttes qui s'annonce.

Voici quelques éléments sur l'envers du décor, le pouvoir Peugeot tel que le combattent les ouvriers de Sochaux. Quelques-uns d'entre eux, syndicalistes, dans l'usine depuis de nombreuses années, témoignent.

Saint-Étienne, le 12 avril 1973 : dans la nuit, un commando armé saute par dessus les murs d'enceinte de l'usine Peugeot occupée. En quelques minutes, les nervis agressent les membres du piquet de grève, en blessent plusieurs sérieusement, puis se barricadent dans l'usine. Ils n'en sortiront que dans la matinée, protégés des centaines d'ouvriers en colère par de solides cordons de flics, abandonnant sur place une véritable armurerie.

C'est ainsi qu'apparut au grand jour, diffusée dans toute la France, une des images cachées de la vie quotidienne chez Peugeot, telle que l'organise la direction depuis sa grande peur.

La grande peur, dans le clan Peugeot, ce fut 1968. Il y avait de quoi : les CRS et leurs fusils chassés par ses ouvriers, battant en retraite après une journée d'affrontements ! Plus jamais ça,

voilà ce que s'est dit la direction. C'est ainsi que, pour remplacer le vieux paternalisme défunt, elle s'engagea dans la mise en place d'un dispositif visant à ceci : tout faire pour éviter l'affrontement, pour empêcher ses ouvriers d'entrer massivement en lutte.

D'abord, il fallait des gros bras. Peugeot les fit embaucher par son agence intérimaire, la Nota, qui ouvrit un bureau à Nice. Ils avaient pour mission de travailler sur les chaînes, de repérer les ouvriers combattifs, révolutionnaires, puis de les agresser, justifiant l'enveloppe bien garnie qu'on leur donnait, en plus de la paye normale.

Les Nicois, ainsi qu'on les appelait, sévirent quelques temps dans les ateliers de Sochaux, puis disparurent. Petits aventuriers, ils manquaient trop de discrétion.

CFT : DES GROS BRAS AU LABEL SYNDICAL

La direction se lança donc dans la mise en place de la CFT. La CFT, c'est un peu le rêve du syndicat corporatif : disposer d'un appareil stable, ramifié dans les ateliers et bénéficiant du label syndical afin d'intimider et d'agresser les militants syndicaux, surveiller les travailleurs, et à grand renfort de publicité et de démagogie, faire prendre la carte à une partie d'entre eux.

Dans ce but, on fait connaître des chefs de service qui l'aiment : espérant plus d'efficacité, Peugeot obtient la reconnaissance sur le plan local de la «représentativité professionnelle» de la CFT.

Faire le coup de poing, pas de problème. C'est une de ces équipes de nervis qui intervint à Saint-Étienne en 1973 ; inconnus des ouvriers de l'usine, ces individus font la preuve de leurs compétences. Mais, force de menaces, la CFT ne remplit qu'en partie son rôle : sa propagande est d'une efficacité limitée, et elle ne réussit jamais réellement à encadrer une frange des travailleurs.

«SI TU VEUX DE L'AVANCEMENT...»

Pour le syndicalisme jaune, Peugeot est alors amené à se tourner vers F.O., puis, depuis deux ans, à ressusciter la CFTC. Par exemple, lors de négociations avec les syndicats il y a quelques temps : «C'était sur les retraites ; la direction proposait 0,5 % d'augmentation. On avait dit non. Le lendemain, elle donne 1 %. Sans mobilisation, les négociateurs ne voyaient pas ce qu'ils allaient faire de plus ; ils ont signé. Le gars de F.O. a refusé et le lendemain, après être passé dans le bureau de la direction, il annonça qu'il avait obtenu 3 %». Souvent, la maîtrise ne se cache même pas : «Dans des services, ils convoquent des gars, un par un, et leur disent carrément : «Si tu veux de l'avancement, il faut prendre une carte à la CFTC». Malgré tout, cette méthode n'a guère donné de vitalité à ces organisations.

«SIX MOIS APRES, ILS SERONT DISPERSÉS»

Pour l'essentiel, Peugeot doit donc se charger lui-même d'entraver les luttes. C'est ainsi qu'il a tenu à maintenir, même dans les années de récession, le travail du samedi sous forme de «volontariat» : quitte à licencier un certain nombre d'intérimaires, il voulait utiliser ces heures supplémentaires pour opposer entre eux les ouvriers, au moment où il faisait baisser les salaires, tandis que les confédérations syndicales réclamaient les quarante heures sans organiser la lutte pour les obtenir. Plus encore : il instaura même une «prime du samedi» de 50 F.

C'est ainsi également que la maîtrise veille à disperser les noyaux combattifs, à isoler les volontés de lutte : «Quand quelque chose ne va pas dans une équipe, les gars vont réclamer, ils vont peut-être arrêter le bou-

lot, monter au bureau. Dans certains cas, on leur donnera même raison d'être montés ; mais six mois après, ils ne seront plus ensemble, on les aura dispersés dans d'autres équipes». Ainsi, la direction s'est attachée à décourager certains militants de pointe en 1968 : «En fabrication, il y a des militants qui sont isolés, avec un boulot difficile, déqueulasse ; ceux-là, la rancune, elle reste là, mais certains se font écœurer petit à petit. A tel point qu'il y a des gars qui, à 45 ans, tout à coup, prennent leur compte ; ils se taillent, pour faire n'importe quoi, mais ils ne supportent plus cette pression».

«SI LE GARS EST MALLÉABLE...»

Afin de maintenir cette pression devenue de plus en plus nécessaire, la maîtrise a un rôle essentiel : elle aussi a beaucoup changé : «Autrefois, les agents de maîtrise étaient encore nommés pour leurs acquis professionnels ; tu ne trouvais pas que des «peaux de vache». Après 68, ça a commencé à changer. Ils ont choisi de former des jeunes avant de les mettre en branle, avec l'ambition du fric, de la promotion ; pour cela, aux tests d'embauche, ils dénotent déjà

qui est malléable. Dans ce cas, ils donnent au gars la possibilité de fréquenter des cours, payés, pendant le temps de travail ; et après, ils les extirpent de l'usine pour les envoyer dans des maisons spécialisées — il y en a une à Grenoble, une à Paris — pendant un an ou deux. Là, on cherche surtout à les convaincre que c'est sur eux que reposera la boîte. Et quand ils reviennent, on les met dans des services où ils jouent plutôt un rôle de flics». Car les chefs eux-mêmes sont surveillés : «Un chef a maintenant un chef de file qui ne fait pas grand chose, qui supervise. Ainsi, petit à petit, ils mettent en place une répression systématique».

Répression, voilà le maître mot de la tactique employée par Peugeot pour maintenir l'ordre dans ses ateliers. Mais cela ne suffit pas : pour remplacer l'ancien paternalisme, il ne peut se contenter de la trique. Toute la vie des travailleurs de Sochaux s'organise autour de l'usine, et c'est en faisant des courses qu'on rencontre des camarades de travail.

C'est pourquoi le corporatisme de Peugeot essaie de prendre des formes plus diversifiées, sous l'impulsion de la toute puissante Direction du Personnel et des Relations sociales.



Surtout, qu'ils ne connaissent pas le français

La politique vis-à-vis des ouvriers immigrés joue également un rôle important. Avant déjà, Peugeot envoyait ses propres agents recruteurs faire leur sélection : «Comment cela se passait ? Par exemple, un envoyé de chez Peugeot est allé à Sousse, en Tunisie ; là, il a commencé à faire passer des tests à des Tunisiens. Deux choses l'intéressaient : les tests de mécanique et ceux de français. Il n'en a embauché que parmi ceux qui ne connaissaient ni l'un ni l'autre».

Maintenant, la direction va chercher plus loin ; c'a été la Yougoslavie, puis la Turquie : «Dès leur arrivée, Peugeot les fait encadrer par des gens de leur nationalité. Ils logent ensemble, dans des foyers Peugeot. Quand ils sont conduits à l'usine, c'est dans des cars sur lesquels tu vois écrit «Turcs», «Yougoslaves», de vraies bétailières ; et quand, de temps en temps, on les sort, c'est pour les emmener à un spectacle dans leur langue organisé par la direction».

Mais si, hors de l'usine, Peugeot limite au maximum leurs contacts avec les travailleurs français, au travail, c'est différent : il faut éviter les concentrations d'ouvriers de même nationalité et au contraire, les disperser, de peur qu'ils ne se concertent entre eux. De plus, la plupart ne voit pas son contrat renouvelé : à rester trop longtemps, ils s'unissent aux autres ouvriers ; ainsi, il y a quelques années, les Yougoslaves avaient, ensemble, décidé de participer à une grève.



Le déclin du paternalisme

Élaborer une «politique patronale», le fait n'est pas nouveau pour Peugeot : depuis de nombreuses décennies, régnait une politique paternaliste : chaîne de magasins (les «Ravi»), «cités Peugeot», avantages sociaux accordés par des assistantes sociales sourcilieuses, ainsi que le premier bulletin d'entreprise de France... Mais dans le courant des années 1960, l'entreprise s'est transformée, les conditions de travail et le personnel aussi. Si les éléments du paternalisme existent encore, l'esprit maison, lui, ne pèse plus guère. Les grèves des travailleurs l'ont mis à mal et la tranquille cohabitation qui régnait entre la direction et les syndicats majoritaires de l'époque, F.O. et la CFTC s'est évanouie. La CGT est devenue le syndicat le plus puissant, et la CFTC, regroupant des militants plus combattifs, s'est transformée en CFDT.

68 a sanctionné cette évolution.

LUTTES OUVRIERES

Foyer AFRP de Colombes 6 résidents poursuivis pour la grève des loyers

Six résidents immigrés du foyer AFRP (Association des foyers de la Région Parisienne) de Colombes, dans les Hauts de Seine, passaient mardi matin devant le tribunal des Référés de Nanterre, pour la grève des loyers qui a débuté dans le foyer au mois de mars. La direction de l'AFRP veut obtenir du tribunal l'autorisation d'expulser ces 6 résidents.

Boussac dans l'attente

Après une semaine fertile en événements chez Boussac, c'est de nouveau l'attente. Le travail a repris lundi matin à Vincery, où les horaires sont repassés de 24 heures hebdomadaires à 40. Mais partout où des licenciements ont été annoncés, l'angoisse demeure, même si pour le moment, on continue à travailler.

Chantiers navals de la Ciotat

Le directeur des chantiers navals de la Ciotat a confirmé lundi, les 1 334 licenciements. Tout en soulignant bien sûr, que 300 de ces licenciements étaient des «départs volontaires en retraite», il a annoncé des jours sombres pour les ouvriers qui restent encore aux chantiers : les commandes sont toutes hypothétiques, pour l'instant.

Terrin

DANS L'ATTENTE DE LA JOURNÉE D'ACTION DE JEUDI

La liste des licenciements s'allonge, chez Terrin. Lundi, les 414 ouvriers des Ateliers Provençaux étaient licenciés à leur tour, après ceux de la SPAT, vendredi. Ils sont maintenant 1763 à être officiellement licenciés. Ce n'est sans doute pas fini.

Tandis que des grèves de solidarité se poursuivent depuis vendredi dans les deux autres entreprises marseillaises de réparation navale, la Compagnie Marseillaise de Réparation et les ateliers Paoli, qui emploient au total plus de 900 ouvriers, les travailleurs du groupe Terrin se sont engagés dans la popularisation de la journée interprofessionnelle d'action de ce jeudi. Alors qu'il s'agissait au départ de populariser, les travailleurs de Terrin ont décidé lundi de bloquer pendant deux heures le centre ville, après une manifestation dans le vieux port.

Mais la colère côtoie le pessimisme. Le poids des centaines de licenciements effectués ces deux dernières années par la direction pèse d'un poids très lourd, et les AG, qui se tiennent séparément dans les 5 chantiers du groupe, ne regroupent pas tout le monde, de même que l'occupation.

Pour eux, la journée de jeudi doit marquer un grand coup, mais pour la suite, c'est l'incertitude. Du côté des partis de gauche, on s'agit pour se montrer, chacun de son côté, comme le meilleur défenseur de l'emploi. Après le conseil municipal extraordinaire convoqué par Defferre, et dont l'initiative est revendiquée par le PCF, les deux partis prennent des initiatives séparées : le PCF organise mercredi un défilé d'élus locaux devant chez Terrin, le jour même où le ministre Le Theule doit recevoir Marchais et Guy Hermier,



Les ouvriers de Terrin bloquent le Vieux-Port

qui lui transmettront leur plan de «sauvegarde». Le PS quant à lui, a fait bruyamment connaître, par l'intermédiaire du journal de Defferre *Le Provençal*, son soutien à la proposition de la CFDT d'une journée ville morte qui se

tiendrait après la journée d'action du 14. Une journée ville-morte dont les modalités ne sont guère précisées, et dont le soutien claironné du PS laisse à penser qu'elle n'est pas étrangère aux rivalités des deux partis...

POLITIQUE

BOULIN NE CHÔME PAS

Au moment même où des milliers de licenciements se sont abattus sur les travailleurs de Terrin à Marseille, on continue à s'agiter, plus que jamais, du côté des ministères, pour mettre la main à la dernière campagne sur l'emploi. Toute cette semaine, Robert Boulin et ses trois secrétaires d'État, Nicole Pasquier, (Condition Féminine), J. Legendre (Formation), L. Stoléro (Travail manuel), vont sillonner la France. Tels les Trois Mousquetaires, ils vont lancer le deuxième «pacte pour l'emploi des jeunes», auprès des directeurs d'ANPE, des préfets, des délégués à l'emploi du CNPF. Un deuxième pacte dont l'objectif, pourtant qualifié d'ambitieux par ceux-là même qui l'ont mis au point, est de 400 000 : 100 000 de moins que pour

le précédent. Pourtant, ce sont 650 000 jeunes au moins qui sont sortis de l'école, fin juin, et dont une grande partie attend toujours. Ce pacte, plus restrictif que le premier, comporte des mesures d'élimination d'autres catégories de travailleurs. Il est en particulier bien rappelé aux patrons qu'ils ne doivent pas comptabiliser les travailleurs intérimaires dans le personnel pris en compte pour avoir droit à des stagiaires. — Normalement, et bien que dans la pratique, les contrôles soient inexistantes, les patrons n'ont pas le droit de licencier avant de prendre des stagiaires. Mais vu qu'un stagiaire ne coûte rien, et que les intérimaires ne sont pas comptés, on peut être sûr que les licenciements d'intérimaires, dont le nombre s'était ac-

cru d'une façon très sensible dès l'annonce des mesures du premier «pacte», va se poursuivre...

Ce pacte a démontré toute cette année que s'il donnait effectivement quelques emplois, pour un temps, à un certain nombre de jeunes, d'autres travailleurs avaient davantage de mal encore à trouver une place et que le problème du chômage, globalement, s'aggravait. C'est pourtant de ce pacte que Boulin, ministre du Travail, va s'entretenir à la préfecture de Marseille, ce jeudi 14 septembre. Il aura sans doute du mal à s'y faire entendre, puisque les syndicats du département ont convoqué une manifestation contre la liquidation de Terrin et contre le chômage. Manifestation qui rassemblera certainement beaucoup de monde en colère !

Les activités du ministre du Travail, pour être nombreuses, cette semaine, ne seront pas pour autant toutes aussi périlleuses. Il reçoit l'ensemble des organisations syndicales, à commencer par F.O., comme il se doit, puis la CFDT, et la CGT, en début de semaine prochaine. Il doit aussi recevoir Georges Marchais.

Débat télévisé sur l'emploi

UNE MAUVAISE FARCE

Farce grossière, pantonnade sinistre de politiciens en mal d'antenne, minable caricature d'imitateurs, voilà bien le troisième volet du «droit de réponse», le débat de lundi soir à Antenne 2 sur l'emploi.

Entendons-nous bien : il s'agissait de parler du chômage. Ce chômage qui touche des centaines de milliers de gens, mais qu'aucun des participants ne connaissait, bien sûr. Il s'agissait de traiter de ce chômage qui touche les travailleurs dans leur chair comme dans leur dignité. Il s'agissait de traiter des mesures d'un pouvoir qui a fait s'accroître de près de 700 000 le nombre de chômeurs en 4 ans. Et qu'avons-nous vu ? La morgue de politiciens de droite écrasés dans leurs fauteuils qu'ils ont eu si peur de perdre. Les manœuvres et les louvoisements de politiciens de gauche venus là pour continuer une querelle qui n'en finit plus d'arguments de mauvaise foi.

On retiendra l'épisode du «messieurs les censeurs, bonsoir» de Pierre Juquin, représentant du PCF. Ce parti avait tout d'abord désigné une in-

connue pour le représenter, Rolande Perlican, et pour la seule raison qu'elle est candidate à l'élection partielle du 14^e arrondissement qui doit avoir lieu dimanche en huit. La direction d'Antenne 2 refuse, «pour ne pas fausser le scrutin». Du coup, le PCF crie à la censure, Juquin fait une brève déclaration, et quitte le débat. Qui ne verrait pas derrière cela un calcul politique prémédité ? D'autant plus que le représentant du PS, Claude Estier resté à sa place, devient en quelque sorte le faire valoir d'un débat vicié à la base. On pourrait au moins accorder au PCF le bénéfice d'une grande rigueur dans la démarche si on se savait que Marchais va voir demain ce ministre du travail auquel Juquin refuse de parler.

Le reste fut à l'avenant. Un représentant du RPR, Bernard Pons, jouant les spécialistes, critiquant Boulin le ministre et apitroivant Boulin le RPR. C'est lui qui aura cette phrase qui prouve que démagogie et bêtise font bon ménage : «Peu importe à un chômeur qu'il y ait 100 000 ou 1 million d'autres chômeurs, ou qu'il soit seul. Ce qui l'intéres-

se, c'est son cas à lui. Imbécile ! Sait-il seulement qu'il est plus difficile de trouver du boulot quand il y a 1 million d'autres chômeurs que quand il n'y en a qu'un ?

Un représentant de l'UDF, Roger Chénard, bouffi et arrogant, tout juste bon à répéter les arguments appris au magnétoscope dans une obscure université d'été du PR avant les élections. Il ne s'est pas recyclé, les tirades sont les mêmes qu'avant mars. Un porte-parole du PS, Estier, se gardant à droite, se gardant à gauche de l'embarrassante chaise vide du PCF, et finalement tombant dans le marais de la chicane parlementaire.

Un ministre qui a des trous de mémoire, qui ne sait plus très bien s'il est au RPR, pour vilipender ainsi le PS, ou au gouvernement de Giscard, pour passer la brosse à reluire de l'ouverture.

La seule parole intelligente, elle aura peut-être bien été prononcée par l'animateur, J.P. Elkaïach : «Un peu de dignité, messieurs, ne serait-ce que par rapport aux chômeurs qui nous écoutent ce soir».

Jobert aussi cherche un emploi

Jobert réunira le troisième rassemblement annuel de son mouvement les 18 et 19 novembre à Paris. A l'occasion de cette annonce, il a affirmé que les propositions du gouvernement sur l'emploi sont «fragmentaires, improvisées sous la pression d'événements mal analysés depuis quatre ans.» Que le gouvernement ne recourt-il pas à Jobert pour régler le problème de l'emploi ?



Rennes :
L'UD-CGT tente d'exclure la section CGT de la SPLI

LE PERMAMENT CGT RETENU PAR LES OUVRIERES

Après trois mois de lutte contre 1 500 licenciements, les ouvrières de la SPLI avaient dû affronter à la fois les flics et la direction PCF de la CGT, qui avait tenté en vain de saboter leur lutte en organisant un vote pour la reprise de seulement 230 personnes (voir QdP du 5 septembre). L'UD CGT vient de franchir un nouveau degré dans ses tentatives de sabotage en organisant un nouveau vote pour la même reprise, et en tentant d'exclure de l'UD la section CGT en lutte de la SPLI !

Dans une lettre envoyée à la secrétaire et à la section de la SPLI, la direction de l'UD CGT déverse un tas de calomnies et de contre-vérités sur les dirigeants de la lutte : ce serait une organisation qui prendrait les décisions à la place de la section CGT, les délégués serviraient les vues du gouverne-

ment. Après avoir tenté de discréditer une lutte qu'elle ne contrôle pas, l'UD parle clairement de l'exclusion de la section CGT de SPLI de l'UD. «Puisque vous avez délibérément choisi de vous mettre en marge de la CGT, à partir de ce jour nous ne considérons plus la CGT engagée ni par vos écrits, ni par quelque acte que ce soit». Par contre, si l'UD ne s'entend pas avec la section CGT SPLI, elle s'accorde beaucoup mieux avec le patron qui veut reprendre la SPLI et avale tout ce qu'il dit. Même les promesses les plus sujettes à caution : 405 embauches prévues, mais dans quels délais, sous quelles garanties ? Mystère.

Le salaire minimum «obtenu» par l'UD CGT est présenté comme une victoire, alors que ce n'est qu'une application de la convention collective des

textiles : des progressions de salaire sorties directement de la hotte du Père Noël. De plus, les conditions du nouveau vote, proposé par l'UD, montrent la conception du PCF sur la démocratie. Les ouvrières ont reçu deux bulletins de vote, un pour la reprise, de couleur jaune (on ne pouvait pas mieux choisir) et l'autre pour le vote blanc ! Ces bulletins étaient accompagnés du mode d'emploi, un texte pour la reprise et contre «Les positions aventuristes qui entraînent le mouvement ouvrier à sa perte». La riposte des ouvrières au sabotage ne s'est pas fait attendre. Lundi dans la soirée, une quarantaine d'entre elles sont parties occuper le bureau du permanent de l'UD CGT, Frémin pour exiger de l'UD qu'elle annule ses décisions, entre autres l'exclusion de l'UD.

Correspondance

Le Puy en Velay (Haute Loire)

Cinq cars de CRS contre les licenciés d'Elastel LES OUVRIERS RIPOSTENT

Le 10 juillet 78, à trois jours des congés, le nouveau directeur d'Elastel informait le CE du licenciement de 81 personnes, qui s'ajoutait au licenciement des 9 préretraités, et à la suppression des 21 contrats formation. Selon la direction, les licenciements sont justifiés par la situation difficile de l'entreprise, dont l'effectif actuel est de 380 personnes. L'entreprise appartient au groupe allemand Goldzack, qui s'est installé au Puy en 74. Pendant ce temps, la direction de cette multinationale fermait trois autres unités de production, une en Alsace, et deux autres en Suisse. L'usine Elastel a été achetée pour permettre au groupe de s'approprier la clientèle, le nom commercial, la marque, les brevets, les modèles, le réseau commercial national et international, les droits d'auteurs et d'inventeurs... Aujourd'hui, le groupe ayant acquis ce qu'il venait chercher, après avoir bénéficié d'exonérations d'impôts locaux et perçu d'importantes subventions, s'en va au Philippines. Là bas, grâce à un régime de terreur, les travailleurs percevoient un salaire équiva-

lent à 1 F français de l'heure. Une production défiant toute concurrence...

Les sections syndicales CFDT, FO et CGC d'Elastel avaient obtenu une entrevue le 11 septembre à 11 heures, et samedi dernier, en Assemblée générale, les travailleurs avaient voté la grève de 24 heures. Et c'est en manifestant que lundi, ils accompagnaient la délégation qui était reçue à la Préfecture par MM Barrot, député de la Haute Loire et Ministre du Commerce et de l'Artisanat, par le Préfet et la Direction de l'entreprise. De 11 heures à quinze heures, ce fut l'attente. Deux cents manifestants attendaient les résultats des négociations. A quinze heures, lorsque la délégation eut rendu compte des résultats de cette négociation qui, comme on pouvait s'y attendre, n'avait rien donné, les travailleurs demandèrent à Barrot de venir s'expliquer publiquement. Ils étaient fermement décidés à ne pas le laisser sortir sans qu'il s'explique. Au bout d'une demi-heure, deux estaffettes de gardes-mobiles prirent position face aux manifestants, avec quelques

bousculades. Loin de se satisfaire de cela, le Préfet et Barrot envoyèrent d'abord une trentaine de CRS, pour faire sortir les travailleurs de devant la préfecture. Mais devant la détermination des travailleurs et leur refus d'évacuer, ce fut cinq cars de CRS, sirènes hurlantes, qui jetèrent leurs cohortes sur les travailleurs. Ce qui permit à Monsieur Barrot de quitter la Préfecture en voiture, par une porte dérobée. Les CRS laissaient une douzaine de blessés, dont une femme, assez grièvement blessée à la tête : les CRS l'avaient tabassée. Un CRS était blessé au cours des affrontements extrêmement violents, les manifestants étaient alors dispersés sur la place. Ils se dirigèrent sur l'Hôtel de ville pour riposter à cette agression. Il était décidé sur place d'appeler à une nouvelle manifestation pour mardi afin d'exiger la libération de trois manifestants arrêtés par la police. S'ils n'étaient pas libérés à ce moment, et pour mercredi, ils appelleraient à des débrayages, un meeting et une manifestation de protestation.

Corr. Le Puy

CGT - CFDT :

l'unité pour quoi faire ?

Edmond Maire a proposé une rencontre à la direction de la CGT pour lundi prochain. Il s'agit d'examiner la possibilité d'actions communes entre les deux centrales. Le «rapprochement» amorcé à partir de la proposition de Ségué d'une campagne commune sur l'emploi semble donc se poursuivre. Reste à examiner les bases sur lesquelles les uns et les autres envisagent de discuter :

Pour la CGT, une proposition a déjà été élaborée : elle se résume à «une semaine d'actions diversifiées au niveau des entreprises et des localités avec délégation auprès du gouvernement et du CNPF». Ça, on connaît ! Pas besoin de faire un dessin pour comprendre que c'est le vide total de perspectives de ce côté !

Edmond Maire trouve cela insuffisant : «Il faut, dit-il, continuer de dénoncer

l'action gouvernementale mais l'action ne doit pas s'arrêter là». Bien, jusque là on ne peut qu'être d'accord. Mais les propositions d'action, où sont-elles ? On a beau chercher dans le détail des déclarations, prises de position du secrétaire général de la CFDT, on ne voit rien. Tout au plus peut-on déceler que la direction CFDT serait favorable à des actions par branches industrielles. Lesquelles, comment, où, quand, avec qui... on ne sait rien de tout cela. Si l'on met de côté, le baratin habituel sur la «politique de négociations qu'il faut poursuivre pour arriver à des compromis», force est de constater que du côté de la direction CFDT, les travailleurs ne trouvent pas plus de perspectives que du côté de la direction CGT.

Alors ? Pourquoi ce bruit, ces rencontres, ces

déclarations, interviews et autres conférences de presse... A quoi sert ce rapprochement si ce n'est pour déboucher sur des propositions d'actions offensives et claires ? Il faut chercher l'explication d'abord dans les difficultés internes que rencontre chacune des deux centrales. Egalement, il faut bien essayer de faire oublier les compromissions de la campagne électorale et faire semblant, aux yeux des travailleurs de «faire quelque chose». C'est ça le sens de ce rapprochement à petits pas dont, bien sûr, chacun essaie de tirer bénéfice pour sa boutique.

Pendant ce temps, le chômage augmente, les salaires sont bloqués, les conditions de travail se dégradent... et aucune riposte conséquente n'est proposée aux travailleurs par les directions syndicales.

G. P.



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

À un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salaires aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

<i>Aix en Provence</i> Librairie quotidienne 5 rue Félix Gouet (10 %)	<i>Lyon</i> Librairie populaire 226 rue Duguesclin (3*) (10 %)
<i>Besançon</i> Lib. Les sandales d'Empédocle Place Victor Hugo 138 Grande Rue. (10 %)	<i>Marseille</i> Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1**)
<i>Bourges</i> Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.	<i>Metz</i> Librairie Géronimo Rue du Pont des Morts (10 %)
<i>Brest</i> Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis	<i>Montluçon</i> Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
<i>Caen</i> La Licorne (10 %) Rue Froide	<i>Nice</i> Le Temps des Censes 50 bd de la Madeleine (10 %)
<i>Clermont-Ferrand</i> Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras	<i>Nantes</i> Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
<i>Evreux</i> Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)	<i>Orléans</i> Les temps modernes rue N. D. de Recouvrance (5 %)
<i>Grenoble</i> Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)	<i>Quimper</i> Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
<i>La Rochelle</i> Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont	<i>Perpignan</i> Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
<i>Le Mans</i> Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)	<i>Reims</i> Le Grand jeu 20 rue Colbert
<i>Lille</i> Librairie populaire 40 rue de Guesdes	

CINÉMAS

<i>Paris</i> Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5*) Tarif étudiant : 10 F	<i>Châtelet-Victoria</i> 19 avenue Victoria 1**
<i>La Clef</i> 21 rue de la Clef (5*) Tarif étud.	<i>Lyon</i> Cinématographe 44 cours Suchet (2*) Tarif collect. (5 tickets : 40 F).
<i>Seine Cinéma</i> 8 rue Frédéric Sauton (5*)	<i>Le Canut</i> 32 rue Leynaud (1**) (tarif étud.)

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cedex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois : 120 F à la commande, puis 100 F et 50 F, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publierons la liste ci-dessus.

INTERNATIONAL

Le Chili 5 ans après

LA RÉACTIVATION DU MOUVEMENT POPULAIRE

Cinq ans après le coup d'État fasciste au Chili, la situation se caractérise par une réactivation du mouvement des masses et des contradictions internes à la Junte, une «convergence» dans la pratique de plusieurs organisations révolutionnaires.

LA LUTTE DES MINEURS DE CHUQUICAMATA

Le 7 août dernier, commençait un mouvement de lutte dans la mine de cuivre de Chuquicamata pour des revendications salariales. Le pouvoir d'achat a baissé d'environ 60 % depuis 1973. En guise de réponse, la Junte envoie des dirigeants de syndicats jaunes sur place, qui sont immédiatement hués et chassés par les mineurs ; six d'entre eux sont licenciés. Le 9 août, la Coordination de la Corporation du cuivre, la CODELCO, s'adresse aux femmes de mineurs pour qu'elles fassent pression sur leurs maris et arrêtent le mouvement. Mais elles refusent, protestent par un concert de casseroles, et dès ce jour, on les voit aux côtés des mineurs dans toutes les assemblées. Les mineurs décident alors de boycotter la cantine et

donnent au gouvernement un délai d'un mois pour répondre à leurs revendications. Treize dirigeants des mineurs sont arrêtés ou envoyés dans le sud du Chili, puis dix-sept autres il y a trois jours. La province de Chuquicamata est en état de siège, les accès à la mine sont étroitement contrôlés. Malgré cette répression, la tendance est au durcissement de la lutte. Les mineurs ont reçu fin août l'appui des deux autres principales mines du pays : El Salvador et El Teniente, et depuis le 2 septembre, sont rejoints par les ouvriers de Guachipato, le seul endroit du Chili où on produit de l'acier. L'Église a manifesté sa solidarité de même que deux organisations syndicales sous l'influence de la Démocratie Chrétienne, la «Confederacion de Empleados particulares» (300 000 personnes) et la Confédération Nationale Syndicale (1 million de personnes). De leur côté, les 3 000 dockers du port de Valparaíso ont tenu une assemblée générale pour protester contre la privatisation du port, envisagée par la Junte.

Celle-ci ne peut plus empêcher que des formes de lutte de plus en plus ouvertes n'apparaissent. La

mine est un secteur névralgique pour la Junte : sur son exploitation se fondent les quelques succès économiques que Pinochet se vante d'avoir obtenus. La dictature s'est efforcée de baisser les coûts d'exploitation des mines par la baisse des salaires. En 1973, l'extraction de la livre de cuivre revenait aux USA à 21 centavos (dollars), au Chili à 14 centavos ; aujourd'hui, au Chili, elle revient à 7 centavos. Cela se fait au prix de la misère et de la faim pour l'écrasante majorité du peuple chilien.

LE MOUVEMENT POPULAIRE RELEVÉ LA TÊTE

Un exemple : le taux de scolarisation a baissé de façon considérable, notamment à cause des problèmes de malnutrition. 60 % des enfants quittent l'école à la fin du primaire et 11 % seulement parviennent à l'Université ; la moitié seulement finira ses études, parmi ces 11 %.

Mais le mouvement populaire redresse la tête et commence à se réorganiser. Deux manifestations étudiantes ont eu lieu les 7 et 8 septembre dernier pour soutenir les mineurs et pour manifester la soli-

darité avec le peuple nicaraguayen.

Le 6 septembre, une marche des chômeurs a eu lieu dans les rues de Santiago.

De leur côté, les familles des disparus ont recommencé une grève de la faim qui doit s'étendre à plusieurs églises du pays ; en effet, la Junte fasciste espère escamoter le problème des disparus en les rangeant sous la rubrique des personnes «présumées mortes».

Ce sont là, en l'espace d'un mois à peine, des signes que le mouvement populaire remonte la pente. Le développement de la Résistance, une véritable alternative démocratique et non une simple solution de rechange à Pinochet sortira avant tout de ces mouvements de lutte à l'intérieur du pays ; avant tout, et plus que des pressions et du boycott international.

(Extraits
de la conférence
de presse
des quatre organisations
Recueillis par
Hélène VARJAC)

Les contradictions internes à la junte

La dictature fasciste de Pinochet a été sérieusement ébranlée aussi du fait de ses contradictions internes. Celles-ci s'avivent à propos de l'affaire Letellier, et des problèmes frontaliers avec l'Argentine et le Pérou.

L'enquête sur l'assassinat de Letellier a mis à jour la complicité des plus hauts responsables chiliens avec le meurtrier. Des révélations publiques font état des mêmes complicités à propos de la mort de Pratz, assassiné à Buenos Aires ; trois généraux sont directement impliqués : Contreras, Fernandez et Espinosa. Les États-Unis doivent envoyer incessamment la demande d'extradition du responsable de la DINA. Elle ne sera vraisemblablement pas accordée, mais ces faits illustrent l'embaras de la Junte pinochiste mise en difficulté par son principal allié. Tout se passe comme si les USA songeaient à remplacer Pinochet par un autre général plus «acceptable» : Bradi ou Benavides, admis par la Démocratie Chrétienne. Ce qui ne les empêche pas de

continuer leur aide économique et militaire au Chili fasciste : 1 015 millions de dollars en 1978, contre 340 en 1974, sans parler des investissements privés dont les USA sont les principaux artisans et qui s'élèvent à 2 500 millions de dollars.

La secousse la plus notable a été l'éviction du général Leigh et des principaux responsables de l'armée de l'air. Leigh avait ouvertement critiqué le référendum organisé par Pinochet et surtout avait critiqué sa politique sur les problèmes frontaliers, l'accusant de faiblesses par rapport à l'Argentine notamment. Pourtant le démantèlement des responsables de l'air n'a pas réglé les conflits internes à la junte. Une minorité de l'armée aurait pris des contacts avec le général Leigh, qui disposerait également du soutien de l'amiral Merino. Le général Bradi a été nommé comme adjoint à Pinochet, en réalité, semble-t-il, dans le souci de le contrôler.

Ces luttes de clan manifestent l'affaiblissement de Pinochet.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 11 septembre, au siège du CEDETIM et sous la tutelle de cet organisme, s'est tenue une conférence de presse où l'on a fait connaître la déclaration commune des comités de France de quatre organisations révolutionnaires chiliennes : le Parti Socialiste du Chili (CNR), le Parti Communiste Révolutionnaire du Chili, le MAPU-Parti des Travailleurs du Chili et l'Organisation du Troisième Congrès des JRR du Chili. Ces organisations ont donné des informations concernant les récentes luttes que le peuple chilien mène en avant contre la dictature, en faisant ressortir la grève des mineurs, les luttes des ouvriers, les manifestations d'étudiants et de parents de prisonniers politiques et disparus. Les quatre partis antifascistes chiliens ont attaqué durement la dictature militaire, ont rendu hommage à ceux qui sont tombés sous la tyrannie, et ils ont insisté particulièrement sur le soutien au peuple chilien pour renverser la dictature. Les quatre partis ont fait aussi des dures critiques aux secteurs freistes qui favorisent un «remplacement» de la dictature et «aux secteurs réformistes de la gauche chilienne» qui suivent cette voie. Les quatre organisations révolutionnaires chiliennes ont appelé à impulser la plus large unité contre la dictature et à intensifier la solidarité avec les luttes de Résistance du peuple chilien, en faisant savoir que pendant tout le mois de septembre, auront lieu différentes activités contre la dictature, entre autres un meeting, le 29 septembre, à 20 heures, au Palais de la Mutualité.

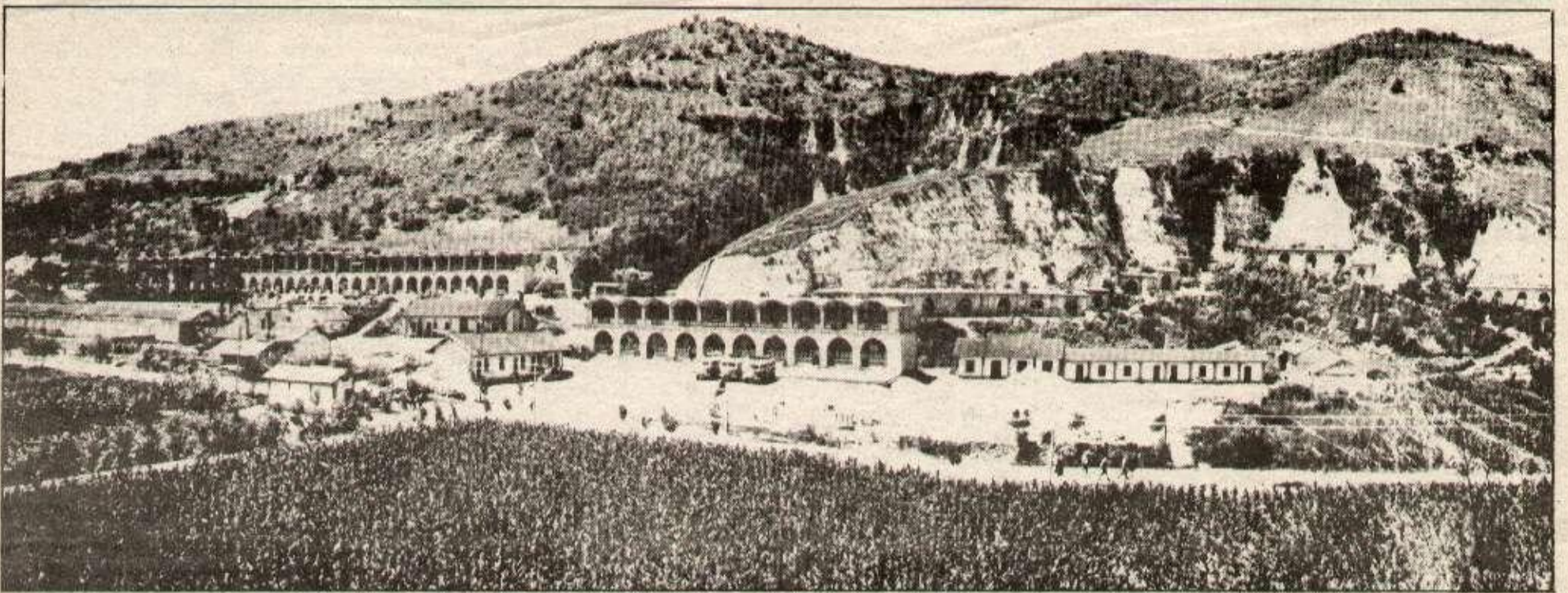
*CNR : Coordination Nationale de Régions

● Anniversaire de la mort de Steve Biko

Il y a juste un an, les racistes sud-africains assassinaient Steve Biko, dirigeant de la lutte anti-apartheid. Le frère et la sœur de Steve Biko ont été arrêtés parce

que la police les soupçonnaient de vouloir fêter cette commémoration.

Un livre vient d'être écrit sur la vie de Steve Biko par Donald Woods ancien rédacteur en chef du *Daily Dispatch* qui est réfugié en Europe («*Vie et Mort de Steve Biko*» Editions Stock).



Une vue de l'école du 7 mai de Nanniwan. Derrière les bâtiments à droite on voit que toutes les terres ont été gagnées en arasant les collines.

UNE ECOLE DU 7 MAI A NANNIWAN

Nous poursuivons ici la publication des articles du camarade Charles Villac membre du secrétariat politique du PCR, qui a participé à la délégation du Comité central qui s'est rendue en Chine à l'invitation du Comité central du Parti communiste chinois. Aujourd'hui il raconte la visite effectuée par la délégation à l'école du 7 mai de Nanniwan.

A plusieurs dizaines de kilomètres de Yen-an, dans le cadre impressionnant de collines escarpées, et au creux d'une petite vallée aménagée, se dressent les bâtiments de l'école du 7 mai de la municipalité de la ville de Sian implantée à Nanniwan.

C'est au cours de la guerre révolutionnaire du peuple chinois contre l'envahisseur japonais, que la 359^e brigade de l'Armée de libération — répondant à l'appel du président Mao Tsé-toung aux bases révolutionnaires leur demandant d'assumer leur ravitaillement en nourriture et en habit en comptant sur leurs propres efforts, est arrivée à Nanniwan et a commencé à transformer, par un travail acharné des terres incultes et montagneuses en terres relativement fertiles. Pour cela, il a fallu élargir la trop étroite vallée et constituer ainsi des surfaces cultivables, arrachées à la montagne.

Aujourd'hui, on peut voir, en plus des bâtiments où sont les locaux de l'école, diverses constructions que constituent les ateliers électrique, de mécanique, de menuiserie, de fabrication de briques ; par ailleurs, bergerie et basse-cour, porcherie permettant d'assurer la production de viande. Tout cela encadre des surfaces cultivées nettement délimitées, méticuleusement entretenues, fertilisées et irriguées, et auxquelles viennent s'ajouter progressivement les mous gagnés sur les terres incultes (1 mou = 1/15^e d'hectare).

LIER TRAVAIL MANUEL ET ÉTUDE

L'école du 7 mai est une école d'un style nouveau, nous explique le camarade responsable de cette école, inventée lors de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, et qui consiste pour les cadres qui y participent, à étudier en même temps qu'à travailler manuellement. Concrètement, d'une part sont organisées des études du marxisme-léninisme, de la pensée maotse-toung afin d'élever le niveau de conscience politique des participants qui d'autre part effectuent de durs travaux ; ainsi les cadres peuvent mieux connaître les conditions de travail des masses paysannes et ouvrières. Actuellement, des écoles du 7

mai ont été créées partout dans le pays.

L'école du 7 mai de Nanniwan est une école de cadres de la municipalité de Sian. Elle a été fondée en octobre 1968. Elle a pu rassembler à ce jour, en 16 stages, 9 100 personnes, âgées de 19 à 59 ans. La durée de ces stages est de huit mois.

Le travail manuel effectué par les participants à cette école est très diversifié. L'école du 7 mai, s'inspirant de l'esprit de Yen-an qui consiste à compter sur ses propres forces, a pu réaliser la construction de bâtiments et cultiver de la terre. Actuellement la ferme de l'école, comprend 800 mous de terres cultivées, sur lesquelles sont produits des céréales, des légumes, des fruits et sont élevés des volailles, des porcs, des moutons... Les participants de l'école ont pu, par leurs propres efforts, édifier 13 000 m² de bâtiments.

COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Aujourd'hui, l'école se suffit à elle-même à 75 % en ce qui concerne les céréales, à 50 % pour les oléagineux.

Le dispensaire qui se trouve dans le cadre même de l'école est pris en charge par des participants à l'école, dont évidemment ceux qui ont pour profession d'exercer la médecine. Il existe un service général, un service de chirurgie qui peut assurer des opérations très simples, et une pharmacie. Ainsi, l'essentiel des soins médicaux peut être assuré sur place par l'école elle-même ; mais le dispensaire est ouvert aussi aux paysans du voisinage et parfois des soins à domicile sont assurés.

L'atelier de menuiserie est dirigé par un secrétaire de cellule du parti de «l'université du 21 juillet». Celui-ci abandonnera quelques instants son travail pour nous présenter l'atelier dont la fonction est d'assurer les travaux de menuiserie pour la ferme et l'école ; c'est par ses propres moyens que cet atelier s'est équipé en outils de travail.

L'atelier de mécanique emploie quatre techniciens venus de Sian ; le travail consiste à réparer le matériel agricole de la ferme, à fabriquer des pièces de rechange.

Un petit atelier produit la fari-

ne de millet.

L'atelier électrique, grâce à ses installations, peut assurer l'alimentation en électricité de la ferme et de l'école en cas de coupure de courant.

Enfin, les briques qui servent aux constructions sont elles-mêmes produites sur la ferme.

En ce mois d'avril 1978, période de grands travaux, les participants de l'école sont occupés par le travail manuel. Et à l'image de ce qui se présente dans l'ensemble de la Chine aujourd'hui, dans le même temps où de grands efforts sont effectués pour assurer la modernisation, beaucoup de travaux, l'essentiel même sont assurés avec des outils utilisés à la main.

QUATRE METHODES POUR ÉDUCER LES CADRES

ORGANISER LES ÉTUDES EN LES LIANT A LA RÉALITÉ D'AUJOURD'HUI.

Actuellement nous explique le camarade responsable de l'école, «lier l'étude à la réalité, c'est la lier au mouvement d'élimination des conceptions de la bande des 4. Ceux-ci, précise-t-il, concevaient l'école comme un moyen de brimades pour les cadres ; ainsi, ils y envoyaient ceux qui ne leur plaisaient pas ; parfois, des cadres arrivaient à l'école avec un brassard indiquant «engagé dans la voie capitaliste». Par ailleurs, ils prétendaient que l'école représentait le chômage déguisé, et ils collaient des étiquettes à ceux qui montraient la nécessité du travail à la production. En réalité, précise le camarade, l'école a pour fonction de mieux forger la volonté révolutionnaire des cadres et elle doit leur permettre de bien résoudre le problème de qui servir. Et aujourd'hui, ceux qui veulent participer à l'école doivent en formuler la demande».

Les œuvres marxistes comprises dans le programme d'études au moment où nous avons visité l'école étaient *L'État et la Révolution* et *Critique de la théorie de Feuerbach*. D'une part, chaque participant à l'école effectue un travail d'étude personnel, d'autre part, des systèmes de cours par des moniteurs sont mis en place qui permettent d'aider chacun à mieux s'assimiler le contenu des textes étudiés. Sur les 8 mois que compte le

stage, 3 sont consacrés à l'étude. Le moment de l'étude lui-même est déterminé en fonction de la saison et des nécessités liées aux travaux agricoles.

ORGANISER DES TRAVAUX MANUELS

Une fois arrivés à l'école, les cadres qu'ils aient des fonctions supérieures ou non, sont considérés comme de simples travailleurs. A chaque stage, participent des cadres de différents organismes de Sian, et des membres permanents du comité de Sian. Ils doivent participer à un travail concret et maîtriser des méthodes de travail, et nous avons pu voir ainsi par exemple le camarade directeur d'un lycée pétrir la pâte pour faire le pain destiné à la nourriture des participants de l'école ou le responsable d'une usine de textiles occupé à la cantine à la tâche de préparation des repas pour l'école. Cette participation des cadres au travail manuel doit contribuer à ce que les cadres ne se coupent pas du travail manuel, ne se coupent pas des masses ; à ce que l'écart entre travail intellectuel et travail manuel se trouve progressivement réduit. Il s'agit là, explique le camarade responsable de l'école, d'une mesure très importante pour prévenir et combattre le révisionnisme.

ORGANISER DES IMPLANTATIONS D'UNE DURÉE D'UN MOIS A LA CAMPAGNE

Pendant 30 jours, les cadres effectuent des stages à la campagne parmi les paysans pendant lesquels ils doivent manger, habiter, travailler, étudier et critiquer avec les masses. Il s'agit là pour les cadres d'un moyen de se faire rééduquer, de se lier plus étroitement aux masses.

ÉDUCER LES CADRES DANS L'ESPRIT DES TRADITIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Il s'agit de former des cadres capables de s'inspirer et de continuer les traditions révolutionnaires du peuple et du Parti communiste chinois, de maintenir le style de travail du Parti. Pour cela, sont organisées des visites de 3 jours à Yen-an, où ils peuvent mieux connaître l'histoire et l'enseignement vivants du Parti communiste chinois et du président Mao Tsé-toung. Des

vétérans de l'Armée Rouge viennent à l'école faire des causeries sur les traditions révolutionnaires en Chine et sur le style de travail du Parti qui consiste en la liaison de la théorie et de la pratique, en la liaison avec les masses, en la critique et l'autocritique. Dans le cadre même de l'école, les cadres vétérans contribuent à la formation des jeunes.

A travers cet ensemble d'activités, les cadres peuvent acquérir l'esprit de chercher la vérité dans les faits.

Ainsi, l'école du 7 mai, contribue à une meilleure assimilation par les cadres du marxisme-léninisme, de la pensée maotse-toung. Et cela, par tout un ensemble d'activités sur le plan intellectuel et sur le plan manuel. C'est ce que nous précise le camarade qui nous fait visiter l'école : après le stage les cadres ont pu connaître certains changements, sur le plan de leur comportement et sur le plan politique. Les vieux cadres se rajeunissent tandis que les jeunes peuvent apprendre près des vétérans un meilleur style de travail. Les cadres intellectuels peuvent ainsi renforcer leur capacité de liaison avec les masses et les cadres ouvriers peuvent préserver leur caractère original tout en apprenant la théorie.

Et cette école du 7 mai s'inscrit étroitement dans l'immense effort accompli par la Chine aujourd'hui pour transformer la nature et mieux répondre aux besoins matériels du peuple. L'école du 7 mai de Nanniwan s'est engagée dans la voie de la réalisation des 4 autosuffisances (céréales, huile, légumes, viande) dans le cadre de la campagne définie par la V^e Assemblée Nationale Populaire, apportant ainsi sa contribution à la réalisation des 4 modernisations. C'est pourquoi cadres et employés de l'école, précise le camarade, mettent de plus en plus l'accent sur la recherche scientifique, pour obtenir des rendements plus élevés.

Ainsi, par l'étude du marxisme léninisme, de la pensée maotse-toung, par leur participation aux durs travaux agricoles, les cadres peuvent acquérir une meilleure connaissance des conditions de travail des masses, une meilleure maîtrise de la théorie.

C.V.

A suivre

Castro en Ethiopie

Nouvelles manœuvres contre le peuple érythréen

Castro s'est rendu à Addis Abeba lundi. Sa visite, annoncée et probablement décidée brusquement, coïncide avec celle de hauts responsables soviétiques, notamment Kouznetsov, vice-président du Soviet Suprême, et le général Petrov. Ces déplacements sont très probablement liés aux très importantes difficultés que rencontre le régime de Mengistu dans son entreprise de reconquête de l'Erythrée. Appliquant les principes de la guerre populaire, le mouvement de libération érythréen, tout en infligeant de lourdes pertes à l'adversaire, a évacué trois villes du Sud du pays pour préserver l'essentiel de ses forces. Aujourd'hui, il est passé à la contre-offensive et les prétentions de Mengistu à imposer une solution militaire s'avèrent vaines.

L'échec sur le terrain en

Erythrée de Mengistu devrait accroître ses contradictions avec l'URSS. Bien que l'URSS et Cuba aient soutenu activement l'offensive de cet été, ils voulaient faire accepter par Mengistu une «solution politique» de fédération de l'Erythrée avec l'Ethiopie. Les démarches soviéto-cubaines de ces derniers jours vont probablement dans ce sens : il s'agit de faire accepter à Mengistu un plan de fédération sous l'égide de l'URSS. Le social-impérialisme, après s'être implanté à la faveur de son soutien militaire à Mengistu, envisage d'assurer son hégémonie dans la Corne de l'Afrique en patronnant une telle «solution fédérale». Elle se heurterait inévitablement à la volonté du peuple érythréen qui lutte depuis des années contre les interventions impérialistes, pour son indépendance.

Zimbabwe

SMITH AUX ABOIS, VEUT INTERNATIONALISER LE CONFLIT

Ian Smith, chef des racistes de Rhodésie a lancé dimanche un appel à la répression et à l'intensification de la guerre contre le peuple du Zimbabwe.

En installant, avec le «réglement interne» des collaborateurs noirs au gouvernement, il espérait tromper les combattants du Front Patriotique et les amener à déposer les armes. Bien au contraire, les émissaires des fantoches de Smith qui appelaient à cesser-le-feu ont été reçus comme ils le méritaient : capturés ou abattus quand ils tentaient de s'enfuir, aucun n'a pu revenir à Salisbury. La guérilla s'est intensifiée ces derniers mois : les combattants ont consolidé le pouvoir du peuple dans les zones libérées, en conquérant d'autres et partent à l'assaut des villes, dernières citadelles du «pouvoir pâle». L'attaque de la ville d'Umtali la semaine dernière

marque le début de cette offensive finale contre les zones urbaines encerclées.

En appelant à la répression la plus aveugle, Smith avoue son impuissance à élaborer un semblant de solution politique qui puisse être crédible. Il annonce une application de la loi martiale dans plusieurs régions et «des mesures plus dures contre nos ennemis et notamment la liquidation des activités à l'intérieur de la Rhodésie des organisations associées au terrorisme». Ces menaces ont eu un effet immédiat.

L'arrestation le même jour à Salisbury de dix-neuf membres de la ZAPU, organisation dirigée par Joshua Nkomo. La position jusqu'au-boutiste de Smith semble compromettre les projets impérialistes d'«élargissement» du règlement interne révélés récemment à l'occasion de la rencontre Smith-Nkomo en Zambie. Les élections an-

noncées avant la fin de l'année par le régime raciste semblent désormais impossibles, dans un pays où la guerre fait rage et dont Smith ne contrôle pas le territoire.

LE RISQUE D'INTERNATIONALISATION

Mais dans son discours, Smith a également menacé les pays voisins qui soutiennent la lutte des combattants de la liberté : «Je dois avertir les États voisins du Nord et de l'Est : nous ne pouvons tolérer que des terroristes assassins puissent opérer en toute impunité à partir de leurs frontières». Par ces menaces qu'il risque de réaliser par un raid sanglant contre le Mozambique ou la Zambie, Smith entend provoquer une aggravation ou une extension du conflit, en dehors des frontières du Zimbabwe. En effet, ses appels à l'intensification de la guer-

re au Zimbabwe ne peuvent servir à rien : totalement démoralisées, ses troupes ne peuvent espérer une victoire militaire. C'est pourquoi il cherche à présenter la lutte de libération comme un conflit entre la Rhodésie et les pays africains. En entraînant ceux-ci dans un conflit grâce à des provocations, il voudrait faire appel aux impérialismes occidentaux.

Ce risque d'internationalisation du conflit existe, et l'URSS pourrait de son côté tenter d'en tirer parti. Alors que la position constante de la ZANU a été de refuser toute intervention étrangère sur la base du mot d'ordre : «Nous sommes nos propres libérateurs», une extension du conflit favoriserait une intervention soviéto-cubaine. Le président zambien Kaunda n'a-t-il pas affirmé qu'en cas de représailles du pouvoir raciste, il ferait appel «à des amis sud-africains» ?

INFORMATIONS GENERALES

Radios libres

Malgré la répression policière c'est reparti

Première rencontre, lundi soir, de quelques radios libres de la région parisienne, les vacances écoulées, celles-ci ont commencé de tirer un bilan à plusieurs niveaux.

Au niveau de la Fédération des radios libres non commerciales, dont le fonctionnement par à coup, et les préoccupations du moment (bataille juridique pour une hypothétique reconnaissance des radios) semblent avoir estompé son rôle de coordinateur, et de centralisateur de nouvelles initiatives.

Au niveau des collectifs eux-mêmes et de leur pratique. Deux radios présentes, Radio 93 et Radio 95, qui ont entamé leur bilan s'avancent vers des projets convergents : sortir les radios de leur collectif, en faire des instruments synthétiseurs des diverses activités sociales dans les différents secteurs. Ces radios libres s'intégreraient en fait dans un ensemble de groupes «sociaux»

locaux, dont elles seraient partie prenante. Un projet pour Radio 95 ne devrait pas tarder à prendre forme.

D'autre part, divers collectifs ont mis à profit le temps de vacances pour se mettre sur pieds et s'équiper, tandis que certaines radios, notamment Radio Prolos (Pierrefitte), continuaient leurs émissions et regroupaient autour d'elles des auditeurs intéressés.

C'est reparti pour les radios libres, et ce malgré les interventions policières et la dissuasion de la répression. Les radios libres repartent, plus fort, pour une bataille qu'elles savent maintenant de longue haleine...

RADIO 95 (Val d'Oise) émettra mercredi à 20 heures sur 104 MHz FM. Cette émission sera principalement consacrée au bilan de plus de 3 mois d'activités, et à l'élaboration des projets de son collectif.

Ronnie Pétersson, pilote de F 1, est mort de ses blessures

MORT POUR LE FRIC

Du grand prix d'Italie de formule 1 couru à Monza ce week-end, on ne retiendra pas le nom du vainqueur, à l'issue d'une course assez douteuse, d'ailleurs. Dès le départ, un carambolage monstre a provoqué l'incendie de la voiture du suédois Ronnie Peterson, et la destruction de celle de l'Italien Vittorio Brambilla. Opéré dans la nuit, Peterson est mort sans être sorti du coma. Quant à l'Italien, son état est encore jugé très grave.

Une fois de plus, le problème de la sécurité est posé à propos des courses automobiles. Jim Clark, François Cevert... pilotes très expérimentés ont déjà connu le destin de Peterson. Jean-Pierre Beltoise et Nicki Lauda en sont passés bien près, et n'ont pu reconduire qu'à la suite de prouesses techniques des chirurgiens qui ont fixé certaines de leurs articulations dans la position de conduite. Cette année, il y a déjà eu quatre morts sur les circuits. A lui seul, l'accident de Monza résume les causes de ces hécatombes. Le départ d'une course de grand prix (auto et moto) se fait alors que les voitures ont leur moteur en marche et sont rangées par rang de trois ou quatre selon les temps réalisés aux essais. Ainsi, les moins performants sont-ils d'avance relégués à l'arrière, et n'ont que peu d'espoir de jouer un rôle. D'où la tentation de forcer l'embrayage pour les derniers, et de gagner quelques places au départ. A

Monza, où 24 F1 étaient sur la grille, cette tentative a été encouragée par la façon même de donner le départ : il semble que tous les véhicules n'étaient pas à l'arrêt — le départ est donné immédiatement après le tour de chauffe des moteurs — et que certains aient profité de cet avantage pour tenter de doubler tout le peloton, et en particulier les leaders Hunt et Peterson.

Or, à quelque deux cents mètres de la ligne, la piste se rétrécit de moitié. Le rabatement a été d'autant plus brutal, puisque Hunt, Peterson et Brambilla ont été déviés à plus de deux cents à l'heure sur les rails de sécurité. La Lotus «Wind car» du suédois s'est aussitôt brisée au niveau des compteurs. Réputée pour sa rapidité, cette voiture l'est aussi pour sa fragilité de structure : vitesse, puissance et tenue de route prennent souvent le pas sur la sécurité passive, chez les constructeurs de F1, où la con-

currence est acharnée et les investissements énormes (Renault est très discret sur le budget consacré à la F1 turbocompressée). Ils se chiffrent en milliards.

Départ donné à la vitesse, circuit dangereux dès le départ, rails de sécurité rigides, tentation de primes d'arrivée ont concouru à tuer un pilote qui se savait le sacrifié de sa marque : le meilleur matériel était confié à son coéquipier Andretti.

Les organisateurs de courses, grands prix et endurance, répètent que celles-ci favorisent la recherche automobile. On lui

doit les freins à disque, l'allumage électronique...

L'argument vaut bien peu et il n'explique pas pourquoi une technique aussi bien maîtrisée que l'allumage électronique n'équipe toujours pas la grande série. La course est avant tout investissement publicitaire, au niveau des constructeurs, des pétroliers, et des trusts de toutes sortes, se servant des voitures comme de panneaux d'affichage (Ligier-Gitane, Brabham-Malboro...). Et si le sport est toujours présent dans les courses, il s'apparente plutôt à celui des jeux de cirque.

Eric BRÉHAT

Un videur tire dans le tas

Dans la nuit de samedi à dimanche, Claude Gérard, 20 ans, a été grièvement blessé à l'entrée du bal de Stuckange. Une bousculade à l'entrée a provoqué l'intervention d'un premier videur, vite débordé. Un second, Frédéric Langrène, prit alors une 22 long rifle, et «tira dans le tas».

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

PROGRAMME TÉLÉ Mardi 12 septembre

TF 1
18 h 00 - A la bonne heure : la rentrée de l'environnement.
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Christine.
19 h 15 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Concorde, histoire d'un avion. Documentaire.
22 h 00 - Tennis
23 h 00 - Journal et fin

A 2
18 h 35 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : A tous les coups, l'on gagne. Film américain de Paul Bogart (1975). Avec Shirley Jones.
Débat : La passion du jeu.
23 h 15 - Journal et fin

FR 3
18 h 55 - Tribune libre : Club des quatre
19 h 10 - Le chevalier de cœur. Dessin animé.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Au-delà du Missouri. Avec Clark Gable. Western.
21 h 40 - Journal et fin.

Mercredi 13 septembre

TF 1
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Christine. Feuilleton.
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête. Jeu policier.
22 h 00 - Histoire des gens : les galériens du roi.
22 h 50 - Journal et fin

A 2
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Football : Nantes - Benfica
22 h 15 - Question de temps : l'ordinateur et votre avenir
23 h 15 - Journal et fin

FR 3
18 h 55 - Tribune libre : association des chrétiens témoins dans leurs entreprises.
19 h 10 - Le chevalier de cœur
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Point commun. Avec Marie Dubois et Albert Simono.
21 h 55 - Journal et fin

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Une enquête sur la vitesse du courrier

LA LETTRE A 1 F 20 NE VA PAS PLUS VITE QU'A 1 F

● «Tarif normal», «Tarif réduit» que se cache-t-il derrière ces deux formules qui surmontent les boîtes à lettres de nos bureaux de poste ? Peut-on les traduire sans se tromper en tarif rapide et tarif lent ? Il semble que non.

Ce que chacun de nous, de manière purement empirique, a pu constater à ce sujet — une lettre affranchie à 1,20 F ne va pas forcément plus vite qu'une lettre affranchie à 1 F — est largement confirmé par le journal spécialisé dans des tests diversifiés, *Que Choisir*.

Un certain nombre de lettres ont été envoyées dans diverses directions, certaines timbrées à 1 F, d'autres à 1 F20. Près d'une lettre sur quatre postées en courrier «lent» est arrivée dès le lendemain à destination : 13 lettres sur 60. Ce résultat

est aussi bon que celui obtenu avec les lettres à 1 F 20 (14 sur 60 seulement arrivées dès le lendemain). Sept lettres à 1 F sont même arrivées avant celles timbrées à 1 F20 ! Par exemple une lettre postée de Sartrouville à destination de Draguignan, affran-

chie à 1 F, est arrivée le lendemain. Sur le même parcours une lettre «rapide» a mis 5 jours de plus !

Autre observation : toutes les lettres envoyées à Toulouse depuis Paris sont arrivées au bout d'une semaine !

Conclusion évidente : la différence de tarif entre courrier rapide et non urgent est fallacieuse et ne fait que camoufler une hausse de tarif abusive. Sur cette base, *Que Choisir* a déjà lancé un mot d'ordre de boycott du timbre à 1 F20 à Orléans.

Pour les autres envois, la situation n'est guère plus brillante. La lettre «express» qui est chère (10, 20 F jusqu'à 20 grammes) est théoriquement la plus rapide. Elle est acheminée avec les autres, mais distribuée par «porteur spécial». Les résultats de ce test «lettre express» sont assez stupéfiants : sur 59 lettres envoyées dans 59 directions différentes, 40 seulement sont parvenues le lendemain au destinataire, 12 deux jours après, 5 trois jours plus tard, et deux 6 jours après ! La réalité, c'est que souvent le porteur spécial n'existe pas, c'est-à-dire que c'est le même facteur surchargé qui doit assumer cette tâche supplémentaire...

La lettre recommandée semble aller mieux. Une sur deux arrive le lendemain, les autres dans les deux ou trois jours qui suivent, le tout pour 7, 20 F ou 9, 80 F selon qu'il y a «accusé de réception»

ou non. Un test intéressant serait à réaliser à ce sujet : quelle proportion de lettres recommandées ne sont jamais récupérées à la poste par leur destinataire ? Il semble que la proportion soit énorme, compte tenu que ces lettres n'apportent le plus souvent que de «mauvaises nouvelles» : avis d'obligation de payer, d'évacuation des lieux, etc...

A l'origine de ces retards plusieurs raisons, et au premier chef, la rentabilisation, les projets de privatisation des P et T (voir QDP du 6, 7 et 8 septembre). Dans cette situation le ministère présente la modernisation du tri, comme le remède approprié. Mais les économies massives faites sur les effectifs ne peuvent qu'inquiéter pour l'avenir. Par ailleurs, la politique conjointe de rentabilisation de la SNCF entraîne la diminution du nombre d'arrêts dans les gares secondaires et de la durée des arrêts. Par exemple la seule réduction à une minute d'arrêt des rapides en gare d'Avignon empêche le déchargement de 4 jours de trafic postal et le chargement de sept jours !

Pour faire des économies, et en particulier li- quider le personnel ambul- ant, la direction des P et T compte s'équiper de trains postaux autonomes, qui rouleront aux heures «creuses» du trafic SNCF. Ce projet lui aussi s'inscrit dans le projet d'ensemble de restructuration du servi- ce postal.

Pierre PUJOL

Deux formules d'abonnement couplé :

Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois 150 F
6 mois 300 F
incluant réception du Tome V
des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Proletariat

6 mois 50 F
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

6^e épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée
par les travailleurs eux-mêmes

Une organisation interne s'avéra nécessaire pour la conduite de la lutte. Plusieurs commissions se créèrent. C'est au cours de cette lutte que véritablement pour la première fois les négociations ne se limitèrent plus uniquement à des discussions entre délégués et patrons car nous faisons appel à la participation des copains qui n'avaient pas de mandat électif. Il était important que ces camarades aient un contrôle sur le déroulement des négociations afin de pouvoir commencer également à battre en brèche cette délégation de pouvoir qui existe dans les usines. Cette exigence de contrôle apparaissait de plus en plus fermement au niveau des copains depuis de nombreux mois, non pas parce qu'au niveau des délégués des compromis pourris avaient été passés avec les patrons, mais bel et bien parce que c'était lié à toutes nos nouvelles formes de lutte des jalons qui étaient posés, peu à peu, en fonction de la radicalisation de nos camarades.

Après cinq jours de grève, les patrons cédèrent, nous étions tous réintégrés, ce qui constituait une victoire unique dans le Livre. Par cette victoire, nous démontrions à nos copains de la « corporation », aux travailleurs de la région, qu'il était possible de vaincre, que ce n'était plus de vieux rêves de fous. Notre succès était entier : tout le monde était réintégré, tous nos avantages maintenus. Mais le plus décisif à nos yeux, c'était que nous avions convaincu les travailleurs de notre entreprise de la justesse de la lutte car ces derniers rejoignaient nos rangs. Il ne nous restait plus qu'à toucher nos indemnités de grève qui devaient nous être versées par la F.E.T.L. jugera notre lutte inopportune (voir page suivante ce document)

En clair, par le refus du versement des indemnités de grève, notre lutte était désavouée car elle n'entraînait pas dans les normes. Ces normes étaient les commissions de conciliation, c'est-à-dire les négociations autour du tapis vert qui auraient permis d'obtenir la réintégration des trente licenciés. Quel pouvait être le rôle des commissions de conciliation puisque, à part quelques problèmes mineurs qui pouvaient y être réglés car sans importance, à l'IMRO cela se terminait de toute manière par des conflits dans l'entreprise. Et sur des problèmes d'emplois pouvait-on concilier ? Si au cours de cette lutte nous nous étions refusés de composer par le biais de la conciliation, c'est parce que nous connaissions parfaitement l'attitude du patronat. Les patrons ignorent délibérément les conventions collectives et avec le soutien du pouvoir, envoient les flics contre les travailleurs. Pour nous, il était évident qu'une commission de conciliation ne pouvait résoudre des problèmes de fond, notamment par rapport à des licenciements ; nous n'avions pas à transiger sur ce point-là. D'autre part, une lutte de classe intense ne pouvait être résolue autour du tapis vert puisque le capitalisme se défend énergiquement et ne veut pas accepter de remettre en cause son système dans le cadre des structures de conciliation.

Le vrai problème de la tactique de nos luttes se posait. L'élément que nous considérons primordial, c'était que la démocratie au sein de l'organisation syndicale devait être assez forte pour reconnaître la décision des hommes et des femmes qui décidaient, dans les ateliers, des moyens d'action qu'ils se donnaient. Cette tactique de nos luttes était fonction de la force de nos camarades face à la situation qui se pré-

sentait. L'organisation syndicale devait à nouveau aller de l'avant car un syndicalisme de classe ne pouvait à notre sens avancer et se reconnaître dans des situations où il composerait. Les trente copains étaient menacés dans leur emploi. Ensemble, ils avaient décidé de la tactique à mettre en œuvre pour résoudre les problèmes auxquels ils étaient confrontés. Les formes de lutte devaient toujours être la décision des travailleurs qui savaient les adapter au fur et à mesure que les situations évoluaient. Faire confiance aux adhérents et aux membres de l'organisation syndicale était pour nous déterminant : ce sont bel et bien eux les exploités sur le lieu de travail. La décision devait obligatoirement leur appartenir pour la sauvegarde de tous leurs acquis. C'est à travers de telles luttes, mûrement réfléchies et décidées, menées de manière réellement responsable par l'ensemble des travailleurs de l'IMRO que se construisait et se renforçait notre syndicat. C'était de cette façon, avec des « fédérés » conscients et combattifs, que nous pouvions efficacement résister aux attaques du patronat et que nous pouvions le faire reculer.

Nous étions conscients que notre victoire contre les licenciements était fragile, que cela ne constituait qu'une étape dans la lutte. Ce succès, nous pouvions aisément le comparer avec les résultats de Larousse, de la Néogravure... Combien de licenciements ? Combien d'emplois de perdus ces dernières années avec le système des pré-retraites ? Combien de camarades démoralisés dans le Livre par tous ces échecs répétés, échecs qui firent que même à l'IMRO l'ensemble des copains n'était pas dans la lutte ?

A suivre

IRAN :

Après les événements de vendredi

● Depuis le massacre de la place Jaleh, vendredi dernier, à Téhéran, le régime du Shah tente de faire régner son ordre sanglant par la loi martiale, le couvre-feu, la chasse aux opposants. Mais, comme nous l'explique ici, le représentant de l'Union des Étudiants Iraniens en France, la révolte est aujourd'hui trop profonde pour pouvoir être annihilée par la répression quelle que soit l'intensité de celle-ci. Par les manifestations de rue quasi-ininterrompues depuis de longs mois, le peuple a pris conscience de ses forces, il a radicalisé ses mots d'ordre, n'hésitant plus à exiger avec force le départ du Shah, exiger la fin d'un régime que d'aucuns présentaient encore il y a moins d'un an comme «inébranlable».

Tout ceci a peu de chances d'être remis en cause malgré les massacres de vendredi qui sont eux-mêmes intervenus à la suite de l'échec du Shah dans sa tentative de se concilier une partie de l'opposition, de diviser le mouvement populaire, après une courte période de libéralisation.

Interview d'un représentant de l'Union des étudiants iraniens en France (UEIF - CISNU) recueillie par Frank Roussel



7 septembre : l'armée tire sur la foule. Son isolement croissant et l'échec de ses manœuvres de «libéralisation» ont acculé le Shah.

Une révolte trop profonde pour être anéantie

► — Quelle est votre appréciation sur les derniers événements de la situation en Iran ?

— La loi martiale s'explique par la crainte du régime du Shah devant l'accentuation du mouvement populaire, sa radicalisation et la détermination du peuple à descendre dans la rue, à demander le départ immédiat du Shah. On voit très bien dans les slogans que ça ne se limite pas à la répression ou bien à certaines revendications matérielles mais le contenu politique du mouvement vise directement le Shah, avec des mots d'ordre comme «*A bas le Shah !*» en exigeant le retour de Khomeiny qui est un des ennemis les plus farouches du Shah et qui demande son renversement. Tout cela montre que la population est vraiment décidée à le faire tomber et même malgré les menaces de la police et de l'armée, le gouvernement qui avait interdit la manifestation de jeudi et aussi le recul de certains dirigeants de l'opposition qui avaient annulé les manifestations, la population est quand même descendue dans la rue, ce qui veut dire que certains dirigeants sont complètement débordés par l'ampleur du mouvement et n'arrivent pas à limiter les revendications des masses dans un cadre réformiste.

Devant cette ampleur et en raison de la situation particulière qui prévaut dans l'armée : les scènes auxquelles on a pu assister le lundi et le jeudi ; les tentatives de fraternisation quand des manifestants approchaient des soldats et leurs disaient : «*Frère militaire pourquoi tuer tes frères ?*». Lorsqu'ils scandaient cela et que des militaires avaient refusé de tirer cette situation devenait grave pour le pouvoir. Si les soldats commençaient à fraterniser avec la population et que cette situation se prolongeait, cela risquait de devenir dangereux pour le régime lui-même. Il a préféré employer la force pour tenter de dominer la situation et empêcher un éventuel ralliement des forces armées à la population. Il y a eu des affrontements dans l'armée même, des soldats qui ont refusé de tirer, ont tiré sur leurs officiers ou bien des cas de mutineries. Si la situation se prolonge cela pourrait semer un doute beaucoup plus grand au sein de l'armée.

Le gouvernement a réagi en décrétant la loi martiale. Le vendredi

matin lorsque la population est descendue dans la rue, il a accentué la répression et procédé à l'arrestation d'un grand nombre de dirigeants de l'opposition : des nationalistes, des libéraux, des avocats, des personnalités, des journalistes, certains ont été mis en prison, d'autres gardés en garde à vue, pour tenter de reprendre le contrôle de la situation. Et il a fait appel au général Oveysi, connu pour sa fidélité au Shah et la dureté dont il a fait preuve dans la répression du soulèvement populaire de 63.

► — Qu'est-ce qui a abouti à la situation actuelle en Iran ?

D'abord, il y a la base matérielle du mécontentement populaire : la crise économique du pays, le taux d'inflation élevé (30 %), la hausse des prix, le manque de produits de première nécessité (viande, légumes), l'importation de 50 à 80 % des produits alimentaires, les inégalités sociales, l'enrichissement de quelques-uns et l'appauvrissement général des travailleurs, la crise du logement due en grande partie à l'exode rural qui a suivi la réforme agraire et la pénétration du capital à la campagne, le démantèlement de l'agriculture traditionnelle. L'entassement de la population aux alentours des villes a entraîné un grave problème de logement et en été 77 un premier mouvement de luttes pour le droit de construire soi-même un logement malgré la loi et le prix élevé du terrain, des matériaux de construction. Il y a eu les affrontements avec la police et l'armée et les manifestations de masses auxquelles participèrent jusqu'à 1 200 000 travailleurs qui affrontèrent les forces de l'ordre. Ce fut le premier recul du pouvoir depuis de nombreuses années, la population de la périphérie des villes a réussi à arracher le droit de construire sur des terrains où c'était interdit jusque-là. Puis, il y a eu le problème de coupures de l'électricité, l'année dernière, dues au mauvais entretien des barrages et des lignes électriques. L'électricité a été parfois coupée dans presque tout le pays pendant plusieurs heures. Puis l'électricité a été rationnée, des accidents dus aux coupures sont arrivés dans les hôpitaux ou dans les ascenseurs, ce fut une cause de plus du mécontentement populaire.

Plus tard en octobre/novem-

bre 77 les étudiants manifestèrent massivement, il y eut des manifestations de la part d'intellectuels, des conférences d'écrivains progressistes. En décembre, au moment du voyage du Shah à Washington, des manifestations ont eu lieu en Iran et à l'étranger. En janvier il y a eu les événements de Qom à la suite d'articles injurieux, publiés dans la presse contre Khomeiny, la répression fit une centaine de morts. Puis une série de manifestations se déclenchèrent tous les 40 jours à Tabriz, à Yazd puis dans une cinquantaine de villes, puis à Mashad, à Ispahan etc... Un enchaînement successif de manifestations qui portaient d'une base objective et qui s'appuyaient sur la prise de conscience de la population de la nature de son ennemi.

Prise de conscience acquise dans la participation massive du peuple à la lutte. En descendant dans la rue, le peuple pouvait prendre conscience progressivement de sa force, de l'ampleur de son mouvement et se radicaliser jusqu'à ce que «*A bas le Shah !*» devienne un mot d'ordre très populaire et très largement répandu. La prise de conscience politique se mesure ces derniers temps avec la manifestation de plus d'un million de personnes à Téhéran lundi, les manifestations précédentes qui ont eu lieu le 1^{er} et le 4 septembre, la fréquence devenant de plus en plus rapprochée et l'ampleur telle que le gouvernement très affolé a employé la méthode forte. Essayant au début de se concilier une partie de l'opposition, tantôt il a fait des manœuvres démagogiques, par des négociations pour tenter de récupérer une partie de l'opposition, tantôt il a employé la méthode forte, la répression comme à Meshed ou à Ispahan avec l'état de siège. Tandis que la loi martiale était appliquée à Ispahan, à Téhéran la libéralisation apparaissait : pour la première fois étaient publiés dans les journaux les noms des partis politiques, la photo de leurs représentants, les chefs du Front national, même la photo de Khomeiny est apparue en première page.

► — Le Shah espérait par ce calcul, freiner le mouvement ?

— Le nouveau cabinet de Sherif Amami était une tentative dans ce sens là, diviser l'opposition religieuse. On a insisté sur

le fait que Sherif Amami était d'une famille religieuse. Ça n'a pas marché car il était déjà discrédité aux yeux de l'opposition.

► — Comment expliquer la radicalisation du mouvement ?

— La crise, ces dernières années a pris une tournure toute particulière. Khomeiny avait toujours lancé des appels à la population pour qu'elle s'oppose à la dictature, il avait toujours dénoncé le pouvoir, mais le fait que cette année particulièrement il ait pu avoir cet impact cela montre que la situation est devenue vraiment insupportable. Il faut ajouter à cela la question du pouvoir dans la classe dirigeante, la crise est à la fois politique et économique. Avec l'arrivée de Carter, des contradictions sont apparues au sein de la classe dirigeante. Ce fut une période d'incertitude pour le pouvoir, qui s'est conclue par le soutien apporté par Carter au Shah lors de la visite de ce dernier aux USA.

Mais, le mouvement populaire a profité de la période d'incertitude politique pour se développer.

► — Quelles sont les différentes composantes du mouvement ?

— Du côté des forces politiques d'opposition la répression qui sévit dans le pays depuis le coup d'État de 53 a empêché la formation de partis politiques en Iran, aucune force d'opposition n'était tolérée par le Shah. Tous les partis ont été interdits, depuis 74, après la création du parti unique Rastakiz qui s'est révélé un moyen d'éliminer les partis qui bien que soutenant le pouvoir entretenaient des contradictions avec le clan du Shah et ses méthodes de gouvernement. En créant le parti unique, le Shah a voulu canaliser l'opposition interne à la classe dirigeante.

Du côté de l'opposition le Front National a essayé très vite de se reconstituer, composé d'anciens Mossadeghistes, ou de partisans d'Amini lors de sa tentative ancienne (dans les années 60) de libéralisation et qui aujourd'hui ont profité des circonstances pour reconstruire leur mouvement et apparaître publiquement. Son activité reste dans un cadre légaliste et réformiste.

Le Mouvement de Libération de l'Iran est un mouvement de tendance religieuse qui a eu des

activités surtout à l'étranger, dont un des dirigeants Bazargan qui été très actif dans les années 60. Le mouvement religieux n'a pas d'organisation à proprement parler. Il est composé de ceux qui suivent la voie de Khomeiny et de Shariat Madari. Ce mouvement n'a pas de structures organisationnelles, de contours bien définis. Le mouvement a une aile droite et une aile plus radicale.

Il y a le parti toudeh qui après sa trahison en 53 (pas de riposte au coup d'État du Shah, malgré les moyens dont il disposait) et le départ de ses dirigeants à l'étranger, s'est désagrégé et a scissionné. Il suit actuellement à la lettre les intérêts de l'URSS et essaye de profiter de la situation actuelle pour s'infiltrer dans le mouvement, récupérer le mécontentement populaire, tout en faisant des tentatives pour créer un «*front uni anti-dictatorial*» avec toutes les forces modérées. Il a apporté son soutien à la «*révolution blanche*» en parlant de «*Voie de développement non-capitaliste*».

Sur la collaboration de l'URSS avec l'État iranien, il a déclaré : «*C'est en renforçant les liens entre l'état soviétique et le gouvernement iranien et avec le renforcement du secteur étatique qu'on permet la socialisation*». Il a parlé des aspects «*progressistes*» du gouvernement, en disant qu'il fallait les renforcer, sans parler du Shah. Plus tard ils ont parlé du renversement du régime en disant que le renversement du Shah ça n'était pas forcément le renversement de la monarchie.

L'appel du Front uni qu'il a lancé reste dans le cadre des structures actuelles, c'est un appel en direction des clans qui s'opposent au Shah au sein même de la classe dirigeante, en vue d'accéder au pouvoir d'une manière putschiste.

Le parti Toudeh recherche l'appui du Front National et des forces religieuses, sa reconnaissance en temps qu'organisation «*démocratique*» pour obtenir la possibilité d'avoir des activités dans le cadre d'un changement de pouvoir, ou même participer directement au gouvernement. Le parti Toudeh bénéficie d'un grand soutien matériel et moral au niveau international de l'URSS et des partis révisionnistes. D'autre part, il a aussi un certain prestige grâce à son passé avant le coup d'État. Mais, pour le moment, son influence reste très faible dans le mouvement.